

# front rouge

organe central  
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 142

5 FEVRIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F



Congrès du PS

**NI MITTERRAND,**

**NI MARCHAIS,**

**UNE SEULE SOLUTION**

**LA REVOLUTION !**

**crise générale  
de l'impérialisme  
et crise  
politique en France**

p 8

● **A L'ACTION  
CONTRE L'EXTENSION  
DU CHOMAGE  
PARTIEL !**

p 3

● **LIEVIN :  
MOBILISATION  
POUR LE  
TRIBUNAL POPULAIRE**

p 4

● **CE N'EST PAS LA  
MINE QUI EST  
PERIMEE, C'EST LE  
CAPITALISME !**

p 5

Ce qui frappe d'abord, dans le déroulement du Congrès du Parti Socialiste à Pau, le week-end dernier, c'est qu'on n'y a pratiquement même pas évoqué les problèmes qui touchent directement la masse des travailleurs. Pendant 3 jours, au contraire, on s'est battu presque exclusivement, entre diverses tendances, pour dégager une attitude majoritaire vis-à-vis du P«C»F principal rival et partenaire au sein de «l'Union de la Gauche».

Ce qui a prévalu en fin de compte largement, et c'était prévu, c'est l'orientation définie par Mitterrand : elle consiste d'une part à répéter toutes une série de protestations vertueuses de loyauté vis à vis de l'alliance conclue, en 72, avec le P«C»F, le «Programme Commun» : le PS «respecte intégralement le contenu des propositions sur lesquelles il a engagé sa foi», «l'alliance avec le centre ? Il faudrait que nous soyons trop bêtes»; le refus de dénoncer la politique d'austérité? «Qui donc aurait songé à faire payer aux travailleurs de France les frais de la crise?».

Tout en se débarrassant ainsi, avec désinvolture, des attaques du P«C»F, au milieu d'un Congrès où se sont donné libre cours les propos anti-communistes hérités de la SFIO et dirigés contre le P«C»F jugé encore trop «bolchévique», Mitterrand a de fait regroupé autour de lui une majorité désireuse d'élargir considérablement sa liberté de manœuvre vis à vis du P«C»F, la polémique du P«C»F a été injustifiée, il n'est pas question d'y répondre. Pas question non plus, tant qu'elle n'a pas cessé, de reprendre des discussions au sommet, ni d'engager des campagnes nationales communes. Mitterrand au contraire a souligné que le Programme Commun était un contrat de 5 ans, expirant en 1977, l'année même des prochaines législatives... A bon entendeur, salut ! Quant aux alliances pour les prochaines élections municipales (en 1977 aussi), Mitterrand a préféré ne rien trancher et renvoyer la question à une convention extraordinaire. La porte reste donc largement ouverte à différentes combinaisons... Une phrase a bien résumé sa position : «Je n'échangerai pas l'Union de la Gauche... contre la fausse monnaie du monolithisme et de la

disparition de la liberté de pensée au sein du parti socialiste». En clair, l'union de la gauche, oui, tant qu'elle sert à l'expansion électorale du PS et à condition qu'elle ne prétende pas empêcher l'expression dans le P.S. de points de vue hostiles à l'alliance avec le P«C»F ; donc, à mots couverts, à condition que le PS reste en mesure et se prépare à la rompre, dès que les conditions seront réunies pour jouer un rôle autonome et de premier plan sur l'échiquier politique bourgeois.

L'affirmation accentuée de ces positions-depuis toujours sous-jacente à l'union de la gauche - a été sanctionnée par l'éviction de la tendance CERES du secrétariat du parti. Le CERES, en réclamant comme en écho du P«C»F une fidélité plus stricte à l'union de la gauche (il faut répondre à la polémique, il faut engager des actions nationales communes, il faut éclaircir la question des alliances électorales) fait donc maintenant figure d'opposition de «gauche» au sein du PS.

Le P«C»F a bien entendu réagi assez vigoureusement aux conclusions du Congrès de Pau. Il les a présentées comme la confirmation d'un «glissement à droite» du PS et a repris de plus belle ses griefs mettant en cause la bonne foi de ses alliés : ne se préparent-ils pas à des alliances avec les centristes, à diluer le Programme Commun, à affaiblir le P«C»F ? Ne se proposent-ils pas de gérer la crise, pour le compte de Giscard d'Estaing ? En filigrane, bien que la question ne soit jamais ouvertement posée, ne s'apprêtent-ils pas à rompre un jour ou l'autre le contrat électoral ?

Mais en quoi cette querelle intéresse-t-elle les masses ? Alors que de grands bouleversements transforment en profondeur la situation internationale, alors que se développent en France les aspirations révolutionnaires dans les masses, le PS et le P«C»F plus que jamais, s'efforcent d'obstruer toute perspective révolutionnaire et de dévoyer la volonté de changement des travailleurs vers des issues électorales complètement illusoirs, comme tous les autres partis bourgeois. Mais si à

l'approche d'une échéance électorale chacun trouve son intérêt à vanter les vertus de l'Union de la Gauche ? pour faire le plein des voix, dans une période, comme aujourd'hui, où les élections sont éloignées, chacun a intérêt à développer sa propre image de marque pour élargir son influence électorale : le PS en accentuant ses distances vis à vis du P«C»F, peut espérer rallier ainsi de nouvelles franges de l'électorat réactionnaire qui continue à redouter, la persistance dans le P«C»F de velléités révolutionnaires. Quant au P«C»F, après avoir soutenu sans broncher le programme présidentiel de Mitterrand qui faisait bon marché du Programme Commun, il essaie à bon compte de se présenter - essentiellement vis à vis de la classe ouvrière - comme un parti plus anticapitaliste, plus proche des ouvriers que le parti socialiste. C'est le sens, par exemple, de sa campagne publicitaire contre les compagnies pétrolières.

A travers ces calculs électoraux, se dessinent en même temps un certain nombre de solutions de rechange envisagées par la bourgeoisie, face au développement de la crise politique de la société française. Il n'est pas question pour le moment d'une rupture de l'Union de la Gauche : le P«C»F ne saurait en prendre l'initiative à la légère, car ce serait l'effondrement brutal de la seule perspective - une victoire électorale de la «gauche» unie - qu'il offre, prépare et fait attendre depuis des dizaines d'années. Quant au PS, l'alliance avec le P«C»F lui est encore utile pour poursuivre le renforcement de ses «bases électorales». Mais, comme Lecanuet l'a clairement exprimé, la bourgeoisie envisage, à terme, pour faire face à un aiguisement de ses difficultés, de faire appel au PS (ou du moins une partie) pour gouverner - en rejetant dans l'opposition le P«C»F, préservant ainsi comme son dernier atout, en prévision d'une aggravation ultérieure de la situation, le recours de la participation du P«C» au gouvernement bourgeois. Cette éventualité, le P«C»F en est conscient, mais il n'est nullement en mesure de la prévenir. Désormais, le PS, renfloué grâce à la caution du P«C»F, est devenu parti charnière, maître du jeu, libre de

rompre le moment venu son contrat avec le P«C»F. Tout au plus le P«C»F, en engageant la polémique, peut-il sonder le degré de solidarité, et les chances de durée, dans la période actuelle, de cette alliance.

Mettre en pleine lumière les calculs électoraux de ces deux partis bourgeois que sont le PS et le P«C»F, et les solutions de rechange envisagées par la bourgeoisie, c'est montrer la fragilité de son système politique, beaucoup moins assuré de son avenir, qu'il y a quelques années à peine. C'est montrer la fragilité du révisionnisme, de plus en plus traversé par ses propres contradictions : au moment même où sa stratégie bourgeoise électorale d'union de la gauche, apparaît électoralement le plus près d'aboutir, l'union de la gauche laisse apparaître, déjà, les germes de sa propre désagrégation. C'est montrer surtout l'impasse où est engagé le P«C»F : face au développement des aspirations révolutionnaires des masses, qui, dans les luttes mêmes, entrent en contradiction avec ses propositions, qui doutent des solutions réformistes, le P«C»F est amené, y compris pour apaiser les inquiétudes, les doutes et les questions dans ses rangs, à durcir en apparence ses positions, à se composer une façade anticapitaliste, voire révolutionnaire. Mais, dans le même temps, comme l'a montré son dernier Congrès, il est contraint par la logique même de sa dégénérescence révisionniste, à affirmer encore plus ouvertement sa ligne bourgeoise, à prêcher une «union du peuple de France» d'où ne seraient exclus que quelques milliardaires, à mettre sous le boisseau l'idée même du socialisme.

Plus que jamais dans les luttes, comme sur le terrain quotidien de la lutte de classe, les communistes sont en mesure de se saisir des aspirations révolutionnaires des masses, de les mobiliser, de les transformer en une force convergente vers la révolution prolétarienne. Plus que jamais les communistes peuvent face aux solutions bourgeoises, réformistes rendre concrète l'alternative socialiste et arracher des franges importantes de travailleurs à l'influence du révisionnisme, les engager sur la voie de la révolution socialiste.

## congrès des r.i. : L'OPERATION PONIATOWSKI

Poniatowski, ministre de la police vient de mener tambour battant, durant deux jours, le congrès des «Républicains Indépendants». En faire «le premier parti de France» en faire «un véritable rassemblement populaire», tels sont les objectifs ambitieux que Poniatowski a fixés au mouvement avant de se faire élire président, au son martial du «Chant du Départ».

Ce Congrès est un nouvel épisode de la réorganisation de la majorité parlementaire, et des forces politiques, sur lesquelles Giscard d'Estaing s'appuie pour gouverner. La première étape dans ce domaine, après les élections présidentielles, a consisté à reprendre en main l'UDR. On se souvient comment à la mi-décembre, Chirac s'est imposé à la tête de l'UDR, expédiant la question de la succession de Sanguinetti, comme une descente de police, fait d'ailleurs révélateur des mœurs politiques de la bourgeoisie à l'heure actuelle. Avec Chirac, le but était de mettre fin à l'opposition d'une partie de l'UDR à la politique de Giscard d'Estaing, opposition manifestée à diverses occasions, comme lors du vote de la réforme constitutionnelle. Une opposition, qui, venant du parti encore le plus fort de la majorité sur le plan parlementaire, était jugée insupportable et dangereuse par Giscard d'Estaing. L'UDR menacée d'éclatement, affaiblie comme en témoignaient les échecs électoraux aux législatives partielles de septembre, n'eut d'autre recours que d'accepter la direction de Chirac.

L'élection dimanche dernier par le Comité Central UDR d'un bureau exécutif dans sa grande majorité tout dévoué à Chirac, est venu confirmer cette remise en ordre, cette reprise en main du parti gaulliste.

Il fallait que ceci soit réalisé pour que soit posé le problème de la consolidation des Républicains Indépendants, la reprise en main de l'UDR étant le plus urgent pour la cohésion de la majorité et cette reprise en main, jouant de plus le rôle d'aiguillon pour les Républicains Indépendants ainsi placés en compétition au sein de la majorité.

Tandis que Poniatowski parlait de faire de «son parti, la formation la plus importante de la majorité», Chirac affirmait dimanche devant l'UDR : «Nous avons la prétention de demeurer le principal parti de la majorité». Chacun veut être le premier parti de France, mais le parti qu'ils veulent construire n'est-il pas le même ? Jusqu'où va la compétition ? Chirac a déclaré : «Il n'y a pas d'antagonisme entre les composantes de la majorité... rien qui puisse s'apparenter à de la concurrence» soulignant même qu'il avait encouragé Poniatowski à se faire élire à la présidence des Républicains Indépendants ! Chirac n'est-il pas un artisan de longue date de la soumission de l'UDR aux orientations giscardiennes, notamment en matière de politique étrangère. Il ne s'en était pas caché lors de la campagne présidentielle, en animant au sein de l'UDR le groupe «des 43» pour Giscard, contre Chaban, dès avant le premier tour des élections.

Et Poniatowski a clairement indiqué vendredi soir les principes qui doivent régir la majorité, donc l'UDR : «Le Président de la République est le chef de la majorité, et aucun parti de cette majorité ne peut se prévaloir de pressions qu'il serait tenter d'exercer».

La compétition entre les deux grands partis de l'actuelle majorité présidentielle est aujourd'hui limitée par la faible marge de manœuvre de l'impérialisme français. Mais pour imposer la politique de crise de la bourgeoisie, pour faire admettre aux masses populaires les sacrifices qui devraient permettre à l'impérialisme français de défendre ses intérêts sur la scène mondiale, Poniatowski veut donner une audience populaire aux Républicains Indépendants.

L'UDR avait pu se donner une certaine base populaire en se

prévalant d'un certain passé («de Gaulle et la résistance», «de Gaulle et l'indépendance nationale», des idées sur la participation etc...) Mais comment «ce groupe de notables, de cadres, de technocrates» sans assises populaires que sont les Républicains Indépendants, comme Poniatowski le rappelait lui-même dimanche, peut devenir «un grand rassemblement populaire» dans la situation de crise politique que connaît aujourd'hui la France. Poniatowski pense qu'il suffit de changer de visage, «Prenez l'initiative des contacts, Adressez-vous à tous : salariés, ouvriers, femmes... soyez volontaristes» précisait Chanaud, le secrétaire général sortant ; «il faut aller au peuple» ajoutait un député de Paris. Comme on dirait aller à la soupe!

Pour montrer qu'il veut être «un grand parti des réformes», le Congrès a utilisé une vedette-repoussoir, Claire Danoy, qui a critiqué en bloc à la tribune, les quelques réformes de Giscard d'Estaing : «Nous ne devons pas accepter que celui que nous avons élu, brade la France en bradant la famille et les valeurs traditionnelles». Poniatowski en a profité pour lancer cet avertissement : «Qu'il soit clair que ceux qui ne voudraient pas d'abord soutenir l'action de réformes de notre parti, doivent chercher ailleurs le cadre de leurs actions politiques». Suffit-il pour devenir «un grand rassemblement populaire» de proposer : en politique étrangère, le rapprochement en cours avec l'impérialisme américain ? («se donner les moyens d'une défense nationale, par une force nucléaire indépendante et par l'alliance atlantique» a indiqué Poniatowski). Suffit-il sur le plan intérieur, d'évoquer l'effacement «progressif des frontières de classes... de même que les frontières de l'éducation ?» Tout ça parce que depuis que Giscard d'Estaing va déjeuner dans les hospices de vieillards, parler de la lutte des classes et de la révolution socialiste, c'est selon le président des Républicains Indépendants : «barboter dans les dogmes arrachés aux soupentes du XIXème siècle»!

Pour faire «un grand rassemblement populaire», suffit-il encore de modifier le fonctionnement du mouvement avec une nouvelle équipe dirigeante : Dominati, nouveau secrétaire général, connu pour son passé de farouche défenseur de l'Algérie française, Hubert Bassot, nouveau secrétaire politique, connu pour ses bonnes relations avec «Ordre Nouveau» ou Griotteray, élu au bureau politique, un des patrons du journal fasciste «Minute», sont-ils les hommes du progrès social ?

Pour les Républicains Indépendants qui n'ont jamais réussi à se donner une réelle assise populaire, la situation actuelle est moins propice que jamais à ce qu'il en soit ainsi, parce que les Républicains Indépendants comme l'UDR, reprise en mains par les giscardiens, voient aujourd'hui leur capacité à duper les masses restreintes par les difficultés même de l'impérialisme français. Les difficultés qui ont déjà amené le déclin du gaullisme, ce sont celles d'un impérialisme secondaire aux prises à la fois avec les 2 superpuissances, avec le juste mouvement de libération du tiers-monde, et avec le développement en France même des aspirations révolutionnaires des travailleurs sur lesquels la bourgeoisie voudrait faire retomber tout le poids de ses difficultés.

Sans doute Poniatowski et ses amis sont-ils conscients des limites du renforcement de leur parti par le seul accroissement de leur base populaire.

C'est sans doute pour cela qu'ils font dépendre pour une part importante ce renforcement d'accords avec les Réformateurs de Lecanuet et autres : «A côté de l'UDR, une alliance privilégiée doit être nouée avec toutes les autres formations centristes qui se sont alliées dès le premier tour de l'élection présidentielle... Les Républicains Indépendants seront au cœur de cette fédération du centre», a souligné Poniatowski.

## Pour un quotidien communiste

*Les articles de Front Rouge sur le chômage m'ont beaucoup intéressés: j'ai quitté l'école et je ne me fais guère d'illusion pour trouver du travail, d'autant plus que je suis Algérien. Depuis que je lis Front Rouge, le journal de votre parti, je commence à trouver un sens au combat que je veux mener, moi et tous les jeunes qui subissent les tares du système capitaliste: pas de travail, pas de loisirs véritables, pas d'avenir. C'est pourquoi je soutiens votre lutte, et je prends un abonnement au quotidien: 6 mois pour le moment c'est tout ce que je peux. FR quotidien pourra parler encore plus de la condition des jeunes et de la place qu'ils auront dans la société socialiste. Il nous permettra de suivre mieux les luttes ouvrières, d'en parler plus vite, je crois qu'un quotidien m'aidera à comprendre, à mieux expliquer, à mieux mener la lutte.*

Kamel B. Saint Denis

**pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à FRONT ROUGE QUOTIDIEN**

1 an	3 mois	Nom .....
250 F	80 F	Prénom .....
		Profession .....
6 mois	1 mois	Adresse .....
150 F	30 F	.....

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à  
F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

# CONTRE L'EXTENSION DU CHOMAGE PARTIEL PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHOMEES !

Commentant les dernières publications statistiques de son Ministère, annonçant 723.000 chômeurs fin décembre, soit une augmentation de 5,43% en un mois, Durafour n'hésite pas à déclarer que : « Ces chiffres marquent incontestablement une pause dans la détérioration de la situation de l'emploi ». Sans doute que le Ministère du Travail considère également que l'augmentation de 161% en un mois (soit 194.600 au lieu de 74.600) du nombre des chômeurs partiels indemnisés est aussi une pause... C'est que pour lui beaucoup de travailleurs « recherchent plus un complément de ressources qu'une véritable activité principale ».

En fait, le nombre de chômeurs partiels se situe au moins aux environs de 500.000 (Bergeron, lui-même, secrétaire du syndicat jaune F.O., est contraint de l'avouer). Durafour pas plus que Chirac ne reconnaissent comme chômeurs partiels, les ouvriers agricoles saisonniers, les vieux travailleurs à la retraite avant l'âge légal, et ne touchant qu'une pension réduite, les femmes de ménage, les intérimaires, les employés à mi-temps... Et dans tous les cas, les chiffres officiels ne tiennent compte que des réductions d'horaires se situant au dessous de 40 heures. Or, dans la plupart des entreprises, les réductions d'horaires se situent au dessus de 40 heures (de 46 heures à 40 heures par exemple). Or c'est précisément la réduction de ces heures là, qui amputent le plus le salaire des travailleurs puisqu'il s'agit des heures supplémentaires et que celles-ci ne donnent droit à aucune indemnisation lorsqu'elles sont supprimées. Un travailleur qui faisait 44 heures, par exemple, et qui passe à 36 heures voit ainsi son salaire diminuer du quart puisque sur 8 heures chômées, 4 seulement sont indemnisées.

Quant à l'indemnisation, elle est loin d'être équivalente au salaire normal puisqu'elle se situe actuellement à 5,10 Frs de l'heure (soit 3F par l'entreprise, en fait l'Assedic, c'est à dire les cotisations des travailleurs et 2,10 F par l'état, donc pour l'essentiel, les impôts payés par les travailleurs).

Aussi, dans les luttes qu'ils mènent contre le chômage partiel, les travailleurs exigent le paiement intégral des heures supprimées, y compris les heures supplémentaires et ils ne sauront se contenter de 6,75 F demandés par les directions confédérales CGT et CFTD lors des négociations avec le CNPF.

En développant le chômage partiel, la bourgeoisie entend bien essayer de faire payer aux travailleurs le prix de ses difficultés économiques, du redéploiement de l'appareil de production capitaliste. En effet, ce sont dans les industries produisant des biens de consommation que les travailleurs sont les plus touchés par ces mesures. Les travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir représentent à eux-seuls près de la moitié des effectifs concernés par le chômage partiel, viennent ensuite l'automobile, l'ameublement... Limiter la consommation des masses, afin soi-disant de « lutter contre l'inflation », cela provoque inévitablement des faillites ou des réductions de production parmi les entreprises qui produisent dans ce secteur de la consommation, donc des licenciements, du chômage partiel.

Pendant ce temps la bourgeoisie espère bien restructurer les secteurs de biens d'équipement et les rendre plus compétitifs pour l'exportation notamment. Au Ministère du Travail, on se vante de

n'avoir pas eu à accorder d'indemnisation supplémentaire de chômage partiel dans ce secteur. Le recours au chômage partiel permet, dans ces secteurs, aux capitalistes de réduire les productions en fonction du marché et d'attendre à peu de frais un redémarrage éventuel. Pendant ce temps, ils ont la possibilité par de multiples pressions de faire partir « volontairement » les travailleurs qu'ils trouvent de trop. Ce climat d'inquiétude que les capitalistes essayent de développer grâce au chômage partiel est souvent assorti de menaces de licenciement ou de fermeture totale. Menaces qui peuvent devenir réalité comme chez DIMPRE près d'Amiens par exemple, où les horaires étaient réduits à 32 heures depuis le 1er janvier. D'autre part, lorsque des travailleurs sont mis en chômage partiel, il n'est pas rare que le patron s'arrange pour que tous ne soient pas concernés de la même façon.

Et l'exemple de Rivière Casalis près d'Orléans où les hommes à la production ne font plus que 40 heures et les femmes 38 heures, les jeunes de moins de 18 ans 36 heures et le personnel très qualifié 45 h, n'est pas un cas particulier. Les capitalistes essaient ainsi de diviser le front de lutte des travailleurs face au chômage. De fait, ce sont des raisons politiques aussi, qui expliquent le recours massif au chômage partiel. En imposant leur mot d'ordre « pas un seul licenciement » et en se donnant les moyens de le faire respecter dans la pratique, les travailleurs de Lip montrent qu'il est possible de mettre en échec les plans de la bourgeoisie. Aujourd'hui dans des dizaines d'usines menacées de fermeture, les

travailleurs font leur ce mot d'ordre : « pas un seul licenciement » : Titan Coder, Tanneries d'Annonay, Fantasia, Piron... Devant cette combativité montante des travailleurs, la bourgeoisie doit réviser ses plans ; elle sait que toute menace de licenciement collectif risque de provoquer une riposte massive des travailleurs, aussi compte-t-elle sur les mesures de chômage partiel pour désamorcer ces luttes.

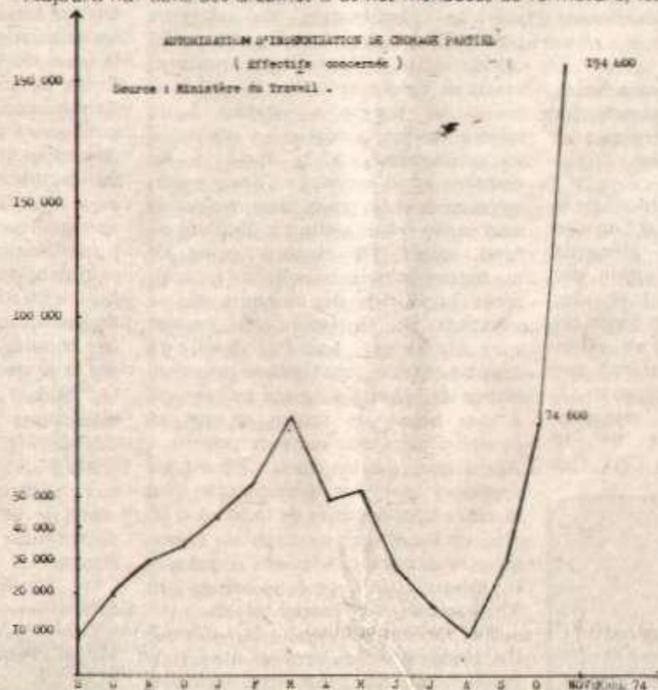
Et même si tel patron isolé préfère certainement licencier, fermer et se reconverter, plutôt que de recourir au chômage partiel, les capitalistes dans leur ensemble savent qu'ils ont intérêt à tout mettre en œuvre pour essayer d'éviter la montée des luttes. C'est l'état bourgeois défenseur de l'ensemble des capitalistes, à travers le Conseil Supérieur de l'Emploi qui intervient pour : « inciter l'employeur à recourir au chômage partiel plutôt qu'au licenciement ». Et la presse patronale demande en retour que le gouvernement rembourse en partie l'avance faite par l'employeur aux travailleurs : « de nombreux P.F.E ayant en effet des difficultés de trésorerie dues aux restrictions de crédit, il ne leur est pas possible d'avancer sur 3 ou 6 mois aux Assedic le montant des indemnisations de chômage partiel »...

Il s'agit donc, face aux luttes résolues des travailleurs, contre les licenciements, d'une volonté d'ensemble de la bourgeoisie d'encourager le chômage partiel. Il s'agit également pour la bourgeoisie, de proposer à la classe ouvrière un nouveau modèle de collaboration de classes : « nos profits diminuent, nos salaires baissent... serrons-nous les coudes. Ça va surement repartir ». Ces appels pressants à se serrer les coudes, ce recours massif au chômage partiel face à la montée des luttes, témoignent de la crise politique de la bourgeoisie, en révélant les faiblesses de l'impérialisme français, incapable désormais de faire miroiter le « plein emploi », une plus grande « satisfaction des besoins »... Et les travailleurs ne s'y trompent pas, eux qui répondent du tac au tac en occupant leurs usines, dès l'annonce des mesures de chômage ou de licenciements : EMO, Cibié, Ecotherm, Auer, Dimpre et Ferrodo à Amiens, Colroy... Les nouvelles luttes engagées cette semaine en témoignent.

Ferrodo Verto à Amiens (usine d'embrayages) où les travailleurs se mettent en grève et occupent leur usine dès l'annonce de nouvelles mesures de chômage technique, faisant suite à plusieurs mesures de réduction d'horaires depuis janvier. Colroy dans les Vosges où les travailleurs ont occupé immédiatement leur usine de confection et bloqué les expéditions après la décision de la direction de passer au chômage total à partir du 3 février, et de façon illimitée, 50 travailleurs et de réduire à 24 ou 32 h la semaine pour 400 autres ouvriers. Cette riposte des travailleurs a imposé un premier recul à la direction qui a promis d'accorder le paiement du salaire de base quelle que soit la situation future de l'entreprise. Auer, où les grévistes occupent l'usine après l'annonce de mesures de chômage partiel faisant suite à la réduction des horaires de 40 à 32 heures...

**PAS UN SEUL LICENCIEMENT !  
PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHOMEES !  
DIMINUTION D'HORAIRE SANS DIMINUTION DE SALAIRE !**

P. MOREL



## bretonnelles : les ouvriers de Piron poursuivent la lutte

Vendredi 31 janvier comme chaque jour depuis un mois, les ouvriers de ex-Piron tiennent leur assemblée générale dans la salle des fêtes de Bretonnelles. Où en est-on après 6 semaines de cette lutte déclenchée le 13 décembre avec le licenciement par les ouvriers - du patron, et 2 semaines après le meeting-fête qui a réuni un millier de personnes. La détermination n'a pas faibli, malgré les tentatives de la bourgeoisie pour diviser les ouvriers, isoler la lutte et la laisser pourrir. Les pouvoirs publics n'ont fait aucune nouvelle proposition depuis 15 jours, espérant que par découragement ou lassitude les ouvriers iraient s'embaucher ailleurs. Ce calcul s'est avéré faux, la lutte n'a pas fléchi, et selon l'engagement pris en assemblée générale, les ouvriers qui ont reçu des offres d'emploi individuelles, n'ont pas donné suite.

Après le succès du meeting du 19 janvier, le soutien s'est encore renforcé, des nouveaux contacts ont été noués avec des sections syndicales, des usines en lutte. Des nouveaux Comités de Soutien se sont créés, dont un à Trouville distant de plus de 200 km. Les travailleurs de Lip ont manifesté leur solidarité en envoyant 1.000 F. Les paysans de la région continuent d'apporter leurs produits qu'ils vendent au prix de production. La salle des fêtes de Bretonnelles est demeurée le lieu de rencontre des ouvriers, paysans, jeunes de la région, qui viennent discuter avec leurs camarades de Bretonnelles en lutte. Des ouvriers viennent demander conseil pour créer une section syndicale et lutter pour des

augmentations de salaire, ou s'opposer aux mesures de chômage partiel. A Bretonnelles même, une autre entreprise : OGAMM employant une cinquantaine d'ouvriers, a réduit ses horaires à 32h et, semble-t-il, le directeur a déjà transféré certaines machines dans un atelier installé dans un autre village, les ouvriers de OGAMM ont pris contact avec ceux de Piron pour préparer la riposte. Elle est bien finie l'époque, pas si éloignée, où Denis, maire de Bretonnelles, pouvait licencier 50 ouvriers de sa minoterie, en étouffant toute riposte !

Conscient que la lutte serait longue et des risques de découragement et d'émiettement, le comité de lutte élu s'efforce de faire participer le maximum d'ouvriers aux différentes activités : que ce soit la rédaction et le tirage de leur journal, l'animation, la liaison avec les comités de soutien..., toutes ces tâches sont prises collectivement en main par l'ensemble des ouvriers.

Les travailleurs du comité de lutte et des comités de soutien prennent contact avec les artistes progressistes : chanteurs, musiciens, acteurs... et organisent chaque semaine des soirées artistiques qui rassemblent jeunes ouvriers et paysans de la région. Après le collectif « le Temps des Cerises » qui animait avec d'autres orchestres la soirée du samedi 1er février, c'est le « groupe Z » qui interprétera samedi 8 « Arthur où t'as mis les montres ? » pièce sur Lip, et quelques sketches sur la lutte de Bretonnelles, une pièce sur le Chili est également prévue, du théâtre pour enfants,

etc... Ces spectacles contribuent à briser le carcan dans lequel la bourgeoisie tente d'enserrer les travailleurs de Bretonnelles ! Echos des autres luttes des travailleurs, ils permettent de relier le combat de Bretonnelles aux autres combats contre l'exploitation capitaliste. Conscients de ce qui unit leur lutte aux autres luttes menées par les travailleurs, les ouvriers de Bretonnelles ont affiché une carte de France dans la salle des fêtes, des épingles de couleurs différentes indiquent où sont situés les comités de soutien et les usines en lutte, actuellement, sur un panneau, sont affichés les articles relatant les différentes luttes.

Les travailleurs de Bretonnelles, en lutte depuis six semaines, ont montré qu'il était possible de lutter contre les licenciements, ils ont brisé leur isolement, le soutien s'est élargi, mais la bourgeoisie n'a encore rien cédé sur l'essentiel. Jeudi prochain une nouvelle réunion avec le syndicat est prévue : si aucune proposition satisfaisant aux revendications n'est faite, il est certain que les ouvriers sauront apporter la riposte qu'il convient. Ils se disent décidés à prendre les initiatives propres à conduire leur lutte au succès. Nous devons être prêts à renforcer notre soutien et à appuyer ces initiatives !

Réembauche de tous dans l'unité de production de Bretonnelles !  
Maintien des avantages acquis !  
Les 80 de Bretonnelles vaincront !

S. Livet



Les ouvriers de ex-Piron en lutte.

## BIG CHIEF

Big Chief est une entreprise de confection qui emploie 620 travailleurs dont 80% de femmes. Le patron qui se vantait d'amortir l'usine en 7 ans a réussi la belle affaire de l'amortir en 4 ans. Les salaires sont en moyenne de 1.200 F par mois dont 200 F de prime de rendement sur lesquels joue le patron.

Tout a commencé en 71 : le patron a cherché à vendre la boîte aux Américains. Ça n'a pas marché. Les stocks qui avaient été gonflés sont devenus invendables et des mesures contre les travailleurs ont été prises immédiatement. Dix jours de chômage en 73-74, licenciement de 70 ouvriers en janvier 74, ajournement de la prime de vacances, diminution du salaire de 5%. Enfin, le 6 janvier, on a trouvé les portes fermées. On a donc décidé d'occuper. L'intersyndicale a convoqué des assemblées générales. Un comité de soutien a été formé avec des militants CFDT et des jeunes de la région. Il a regroupé plus de 100 personnes, mais ni le P.C. ni le PS, ni la CGT n'y participent. La CFDT proposait d'occuper l'ensemble des locaux y compris le magasin qui contient pour 1 milliard de marchandises faciles à vendre.

La CGT s'y est opposée racontant qu'à Lip c'était l'échec et qu'il y avait des licenciés. D'ailleurs son mot d'ordre aujourd'hui c'est l'ordre et la dignité. La CGT et FO veulent que les décisions soient prises au Comité d'Entreprise ! Ce qu'il faut c'est populariser la lutte auprès des travailleurs de la région (Michelin) et surtout que les ouvriers prennent les choses en main. Mais les ouvriers sont dispersés à la campagne et les discours de la CGT sont faits pour les démobiliser, car elle a peur d'être débordée comme à Lip. Et sa tactique de « grande union » fait qu'elle est contre les mots d'ordre qui ne plairaient pas aux cadres. L'accord sur le paiement à 90% du salaire pendant un an, freine momentanément. Il y en a qui y croient. A la CFDT on essaie de bien montrer le piège, d'ailleurs même les formulaires n'ont pas encore été faits... c'est très important de le dénoncer. Les licenciements seront effectifs au mois de février. Il faut qu'on développe un important mouvement de solidarité et qu'on tire les enseignements des Lip. Le mot d'ordre de notre affiche c'est : « Le travail : un droit, Big Chief pas de licenciement ; comme à Lip, comme à COOP solidarité = victoire ! ».

Nantes le 28/1/75  
Un ouvrier de Big Chief.

# MINEURS ET TRAVAILLEURS PREPARENT ACTIVEMENT LE TRIBUNAL POPULAIRE.

Environ 150 personnes ont assisté ce samedi à la 4ème réunion de la Commission Populaire d'Enquête. Dans la salle, une forte délégation de mineurs de la fosse 4, des mineurs français et immigrés d'autres fosses quelques camarades des fosses de Douai.

Pour les Comités de Soutien, outre les jeunes lycéens, des ouvriers du textile et de la chimie de Roubaix, de Béthune, de Lille... Une délégation des jeunes postiers des centres de tri de la région parisienne qui s'était spécialement déplacée en car pour apporter leur soutien aux mineurs et à la Commission Populaire d'Enquête. Ils furent chaleureusement applaudis, car ils montraient par leur présence l'intérêt suscité par l'initiative de la Commission Populaire au-delà même de la région du Nord. La réunion s'est ouverte par la présentation d'une motion de solidarité aux camarades de Merlebach dont deux des leurs viennent d'être assassinés à la suite d'un éboulement. Les camarades de Lorraine ont été fraternellement invités à s'associer au Tribunal Populaire.

Le camarade président de la Commission fit le point du mouvement de soutien à la commission dans la perspective du Tribunal Populaire. Après des mineurs de potasse de Mulhouse, des mineurs de Montceau, de ceux de Faulquemont, de ceux de la Mure près de Grenoble, grâce au travail engagé, la Commission commence à avoir un écho certain, gage d'un nouveau pas en avant.

Pour la région du Nord, aussi bien dans le textile, dans la chimie, qu'à Usinor Dunkerque, partout où le travail a été pris en main, l'action de la Commission a été soutenue et défendue, car dans le Nord, dans toutes ces industries, il y a des travailleurs en liaison avec la réalité de la mine: mineurs reconvertis de Dunkerque, Usinor ou Firestone, Béthune, filles de mineurs du textile... dans la jeunesse aussi où partout dans les lycées et les CET, fils et filles de mineurs se sont mobilisés contre la vie imposée par les Houillères (au CET de Lens, une femme a été mutilée à vie, sa main passant dans un four, la veille même de la réunion). Dans l'assistance on remarquait la présence aussi de mineurs immigrés, aux côtés de leurs frères de classe tandis que les camarades du comité de soutien de Douai expliquaient le large soutien qu'avait eu la pétition chez les mineurs marocains.

Différentes interventions eurent lieu à ce sujet, matérialisant les possibilités d'unité de combat entre Français et immigrés contre les Houillères.

Le rapport présenté sur le travail de la Commission Populaire d'Enquête soulignait les premiers éléments recueillis grâce à la mobilisation des mineurs et discutés lors des précédentes réunions (sur la ronde du gazier, sur l'absence des télégrammètres, sur les staffanels qui n'ont pas fonctionné, sur l'aération...), ont été repris par les enquêtes officielles au cours de la conférence de presse de la CGT. Le

rapport dénonçait le double jeu de certains, qui reprennent à leur compte les éléments de la Commission Populaire d'Enquête, tout en se taisant sur son existence, tout en faisant même courir le bruit qu'elle est inutile. Le rapporteur insistait au contraire sur la nécessité pour les mineurs de ne reporter leur confiance sur personne d'autre qu'eux-mêmes, et leur commission, pour faire la vérité sur la mort des 42: les lois de la bourgeoisie sont faites par elle, et pour elle, il appelait les mineurs à rester mobilisés sur l'enquête, à fournir tous les témoignages possibles sur la sécurité, pour que la Commission puisse, le jour du Tribunal Populaire faire connaître les conclusions des mineurs. C'est la mobilisation des mineurs qui imposera la sécurité!

Ce point de vue fut largement illustré par les témoignages des mineurs présents «malgré la pose de 400 staffanels», l'arrosage partout, vendredi dans une taille où il faisait chaud un porion a interdit à un mineur de lire la teneur en grisou sur le grisoumètre, à la fosse 4 on continue d'envoyer les jeunes embauchés et les travailleurs marocains sous contrat qui viennent d'arriver au fond, après 10 jours à peine de formation professionnelle... Un mois après l'accident, des mineurs qui se mettent en maladie ou veulent récupérer leurs heures supplémentaires, sont mis en punition, retirés de l'abattage ce qui correspond à une baisse de salaire et mis en punition dans des secteurs pourris... Après que le bilan de la CPE ait été approuvé par les participants, fut discutée la perspective de la tenue d'un tribunal Populaire sur Lens ou Liévin au mois de mars, concluant l'enquête et lui donnant un large écho, dénonçant les conditions d'insécurité dans les autres fosses, dénonçant la politique des Houillères dans tous les aspects de la vie (chauffage, logement, médecine etc.) dénonçant les conditions de travail et d'insécurité dans les autres secteurs industriels (bâtiment, chimie), et rassemblant tous ces témoignages en un réquisitoire d'ensemble. De nombreux travailleurs prirent la parole sur la politique d'exploitation des Houillères: sur le chauffage, le logement, des jeunes Français et immigrés dénonçaient le système de contrat imposé aux jeunes qui ne leur garantissent aucune sécurité d'emploi à la fin de leur contrat qui fait des promesses mirifiques sur les salaires et ne les tient pas, ainsi un travailleur marocain gagne-t-il au mieux 990 Frs à l'abattage.

Ces différents témoignages, pièces versées au dossier du Tribunal que nous voulons, illustrèrent la justesse de cette initiative.

Puis le débat se porta sur la nécessité et le caractère de cette initiative qui doit être une initiative de masse, mobiliser sur tout le bassin les travailleurs des autres branches afin de forger une unité dans la lutte commune contre les accidents auxquels la bourgeoisie veut nous habituer, contre les mutilations subies tous les jours.

Plusieurs mineurs intervinrent pour souligner la nécessité de faire connaître très largement la proposition du Tribunal Populaire au fond, dans les corons. D'autres camarades insistèrent sur la nécessité de combattre le découragement que tentent d'imposer les Houillères avec leur politique de repression à la mine, dans les corons. Oui, la lutte est possible! affirmèrent les camarades présents, unanimes pour la tenue du Tribunal.

Enfin pour faciliter le travail de la Commission entre deux réunions publiques fut élue une direction, révoquant à chaque assemblée chargée de prendre les contacts nécessaires pour organiser le Tribunal, de faire les communiqués de presse, d'organiser la popularisation du Tribunal, de comptabiliser les sommes reçues. La réunion se termina par l'approbation de l'appel à constituer des comités de soutien au Tribunal et par la projection d'un film albanais sur les mineurs. Après de nombreuses discussions entre postiers, membres des comités de soutien, et mineurs, chacun se sépara décidé à faire face aux difficultés qui ne vont pas manquer et à mener la lutte pour le succès de l'initiative du Tribunal Populaire.

Yvon CHEVET



## deux mineurs assassinés à merlebach !

Vendredi 31 Janvier, au début du poste d'après-midi, les Houillères de Lorraine se sont encore manifestées par un double assassinat: dans un chantier en dressant, (c'est à dire une veine montante) où les mineurs exploitent le charbon par le bas), au siège de Merlebach, trois mineurs ont été pris sous un éboulement, 2 ont été tués. Encore la fatalité? Non. C'est fréquent qu'en «dressant», de tels éboulements se produisent. Dans certains de ces chantiers, au cours d'un poste, il arrive que les ouvriers doivent évacuer jusqu'à une dizaine de fois l'attaque où ils travaillent. Il y a moyen de lutter contre ça, notamment par le boilage renforcé (K, polygones), mais alors le boilage prend trop de temps, et le nombre de cadres posés par poste diminue. Actuellement les Houillères du Bassin Lorrain veulent arriver à faire passer le rendement fond de 4,5 T à 6 T par homme et par poste. Le résultat, c'est le taux des accidents qui ne cesse de croître. Actuellement ce taux est de 3 accidents aux 1000 postes à Merlebach.

Cela veut dire qu'en moyenne chaque mineur a un accident tous les 18 mois! Les mineurs ne veulent plus payer de leur vie le plan de restructuration des Houillères. Comme les mineurs du Nord, les mineurs de Lorraine sauront imposer par la lutte la sécurité dans les mines. Ils s'associeront à l'initiative du Tribunal Populaire!

Corr. Merlebach.

# DANS TOUTE LA FRANCE, LE SOUTIEN A LA COMMISSION POPULAIRE S'ORGANISE

## vitry villeneuve-le-roi...

Un camarade du comité de soutien de Villeneuve le Roi a proposé à la section CFDT de l'usine de constituer une commission ouvrière d'enquête dans un café près de l'usine. Le 8 février à Vitry, une assemblée à l'initiative des 2 comités de Vitry et de Villeneuve (avec projection d'un film sur les mines en Albanie) rassemblera les témoignages recueillis, fera le point de la lutte et organisera la participation au Tribunal Populaire de Liévin.

Corr. Vitry et Villeneuve le Roi.

Ainsi à Villeneuve le Roi, dans une cité ouvrière, à la limite de la zone industrielle, la pétition a recueilli déjà une centaine de signatures et 80 F ont été collectés pour les familles des mineurs assassinés. Dans l'ensemble l'accueil est très favorable et les travailleurs expriment leur solidarité avec la Commission d'Enquête.

Mardi 28 janvier un ouvrier d'une usine de Crosne, les Câbleries de la Seine, a été tué par l'explosion d'un container de refroidissement en mauvais état. Les 300 ouvriers de l'usine ont débrayé 24 h en signe de protestation: ils dénoncent les conditions de travail et l'insuffisance des mesures de sécurité comme responsables de l'accident: la machine tournait 24 h sur 24 et des goujons auraient dû être remplacés.

## besançon...

BESANCON Le 31 Janvier, plus de 50 personnes ont répondu à l'appel pour soutenir la Commission Populaire d'Enquête de Liévin et faire le procès des conditions de travail. Un camarade explique où en est l'enquête et dénonce la cause des accidents de travail: l'organisation capitaliste de la société. Un camarade de Lip donne ensuite lecture d'une lettre de la Commission Populaire de Liévin, remerciant du soutien financier (2000 Frs) apporté par les Lip aux familles des victimes.

Les témoignages ont afflué: à la fonderie ZENITH, les accidents sont si fréquents qu'ils frappent chaque année plus de 20 % des travailleurs. A Bourgeois, autre usine métallurgique, les chefs obligent une ouvrière, parce qu'elle coule les cadences, à rester toute la durée de sa grossesse sur une presse: elle accouchera prématurément. Plusieurs travailleurs, dans cette usine, ont eu des doigts coupés. Chez Weil, usine de confection, le travail sur la presse à la vapeur (700 en été), provoque des cas de tuberculose. Les cadences obligent à travailler sans sécurité: échafaudages sans filets, travail sans masque. A l'hôpital, les manipulateurs-radio, exposés aux rayons, se sont mis en grève. Chaque travailleur apporte son témoignage, qui sera envoyé à la Commission Populaire de Liévin et prend une pétition pour la faire signer dans les usines, sur les chantiers.

correspondant Besançon.

## St étienne...

Dans le Bassin Houiller de la Loire malgré le silence de la presse et l'inaction des syndicats, l'émotion

suscitée par ce crime du capital a été grande. Notre travail d'explication a été bien accueilli dans les cités des houillères auprès des jeunes des C.E.T. En achetant «Le Mineur Marxiste Léniniste» et en signant la pétition, les mineurs et les retraités ont soutenu le travail de la Commission Populaire d'Enquête et ont dénoncé les conditions de sécurité à la mine: «à la mine, la sécurité ça n'existe pas» avons-nous entendu souvent. Les nombreux retraités se sont indignés du sort que le capitalisme réserve aux vieux travailleurs: mutilations, épuisement, silicose. Un mineur retraité de 60 ans remontant à grand peine son charbon au 3ème étage de son immeuble: «Le médecin des houillères ne veut pas reconnaître ma silicose».

A Saint-Etienne chez les mineurs du bassin houiller comme parmi les ouvriers d'usine, l'objectif du Tribunal Populaire rencontre un écho large et direct.

Corr. St-Etienne le 27.1.75

## givors: à la s.n.c.f

Nous, cheminots de Sibelin réunis le 14 janvier à l'appel du PCR (m-l), en

# à la sortie du 4 de lens...

Vendredi, midi et demi, au puits 4 de Lens, où travaillent ceux du 3 depuis l'accident, les mineurs du matin commencent à remonter. A la sortie, des camarades de la Commission Populaire d'Enquête diffusent le tract d'appel à la réunion du lendemain. Le bulletin de la commission: «le Mineur Accusé», réalisé avec des mineurs, se vend bien.

Près de la sortie, le café se remplit vite: les mineurs viennent prendre un verre en attendant le départ du car pour Bruay, Auchel... L'attente ici révèle le degré d'exploitation des hommes par les Houillères. Après 8 h d'un travail imposé dans des conditions épuisantes, après parfois près d'une heure de marche à pied, sous terre, dans les voies étroites entre les puits de descente et la taille de charbon (avec la fermeture des puits, le réseau souterrain des galeries, à partir des puits maintenus ouverts, va sans cesse en extension) après tout cela, il faut encore attendre le car des Houillères pour rentrer chez soi, attendre parfois près d'une heure. D'abord, ceux qui prennent le car pour un même coron, travaillent parfois à des niveaux différents, pour des travaux différents, ils ne remontent pas tous en même temps. Pour tout le monde, il faut attendre 14h15. «En fait, nous faisons presque 12 heures de travail alors qu'on nous en paie que 8. Je me lève chaque jour à 4h du matin pour prendre le car à 4h30. Arrivée ici à 5 h. On descend à la fosse à 5h30, je finis à 13h30, le car part à 14h15. J'arrive chez moi, il n'est pas loin de 3 heures de l'après-midi.»

N'est-il pas possible de loger près d'ici? «Avant, le puits où je descendais, était à 200 m de la maison; j'avais la fermeture du puits, je dois faire 35 kms pour travailler. Changer de logement? Ce n'est pas facile avec les Houillères. Et je m'étais dit avec 29 ans de fond, je ne vais pas demander à changer, encore un an et c'est la

retraite anticipée. Mais voilà qu'ils remettent en cause la retraite anticipée, parce qu'ils veulent fermer moins vite et qu'ils manquent de main d'œuvre».

Les tracts et les journaux de la Commission Populaire sont lus avec intérêt, avec un peu d'étonnement aussi: un journal qui dit la vérité sur les mineurs! L'un d'eux dit: «j'ai déjà passé vos journaux à de la famille qui est à Paris. Ils en apprennent sur la vie du mineur!» Il faudrait faire un film sur les mineurs, parce que le cinéma n'en parle jamais» remarque un autre, attablé avec d'autres copains, des jeunes. Ce qui retient d'abord l'attention de ceux qui ouvrent le «Mineur Accusé», c'est l'article sur la médecine: «Oui, c'est bien ça, les toubous sont vendus aux Houillères. Quand ils passent au fond, c'est pour discuter avec la maîtresse, nous on ne les intéresse pas». Au comptoir, 2 mineurs dont l'un a eu les doigts arrachés et l'autre la jambe brisée, et qui ont été remontés au jour, évoquent l'absence de sécurité. Contre les Houillères, la révolte est grande: «A la mine; c'est comme à l'armée; c'est marche ou crève». Une révolte mêlée par endroits de septicisme, du sentiment de s'être toujours fait avoir, sans oublier 44-47. Mais une révolte qui ne laisse guère de place aux illusions sur l'ennemi à affronter. Les mineurs connaissent trop bien le système des Houillères et l'oppression sans pitié qu'il impose au profit de la classe capitaliste. Témoine cette remarque concernant le Juge Pascal: «s'il va trop loin, il sera foutu en l'air. Les Houillères étant nationalisées, c'est l'état, et la justice, c'est l'état, donc ça ne peut pas aboutir.»

Nous évoquons les premières réunions de la commission, le début de mobilisation des mineurs qu'elles représentent, les perspectives et dans l'immédiat, le tribunal populaire. L'annonce de la venue de travailleurs d'Usinor, de postiers, le lendemain à Liévin, est fort bien accueillie: c'est

partout pareil, dans toutes les entreprises, pour Chirac et compagnie qui ont fait des promesses ici, il n'y a que la rentabilité qui compte. Briser le sentiment du corporatisme minier («les mineurs c'est pas pareils») est important pour l'avenir de la lutte.

Dehors, 2 délégués CGT s'en prennent à la commission populaire et prétendent vainement lui interdire de s'exprimer à la sortie de la fosse. Ils veulent dresser les mineurs contre la commission, mais n'y parviennent pas. Au café, alors que nous dénonçons les Houillères, un mineur du PxCaF et ancien délégué CGT nous appuie: «je ne suis pas d'accord avec vous, mais là-dessus vous avez raison». Pas d'accord sur quoi? «Vous êtes contre les syndicats. Non! On s'explique: «Dans les syndicats, notamment CGT (de loin le syndicat le plus important chez les mineurs) c'est la ligne de collaboration de classes et les dirigeants qui l'impulsent qui sont en cause, il faut lutter contre eux et les Houillères pour que le syndicat soit une arme des mineurs, non une arme des Houillères». On parle de la commission populaire et du Parti, qui en est l'initiateur. Attentif, le mineur évoque Mitterrand: «voter pour lui, ça fait mal au cœur, quand on sait ce que les socialistes ont fait, comme en 48» et il conclut: «je ne suis pas toujours d'accord non plus avec les responsables du syndicat.»

C'est l'heure du car, des mineurs prennent des tracts et des bulletins de la commission populaire, pour diffuser à leurs camarades dans les corons. L'idée d'établir un dossier sécurité sur le 4 va faire son chemin.

L'autre jour, un mineur du 3 de Lens montrant sa peau enflée et durcie par les conditions du travail notait en souriant: «il n'y a que notre cerveau qu'ils n'arriveront pas à transformer en peau d'éléphants».

Dans les mines aujourd'hui, à Lens, à Liévin et ailleurs, la lutte est possible.

Jean-Paul GAY.

## UN AVEU DES HOUILLERES...

On sait qu'officiellement les Charbonnages de France n'ont pas d'avis sur la mort des 42 de Liévin à la fosse 3. Toujours officiellement, les Charbonnages attendent la conclusion de l'enquête du service des mines, et se refusent à se laisser mettre en cause sur la manière dont est prévue la sécurité au fond, laissant écrire dans les journaux (Voix du Nord, France-Soir...) que la sécurité avait été intégralement respectée. Mais plusieurs amis de notre Parti ingénieurs aux Houillères nous ont fait savoir que dans différents bassins, des réunions d'informations internes ont été convoquées par la direction, pour les ingénieurs; fournissant plusieurs éléments révélateurs sur l'état du chantier des Six-sillons: staffanels qui n'avaient pas fonctionné, circuit d'aération inefficace... Des consignes de sécurité réglementaires ont été données: veiller à l'arrosage, au remplissage des staffanels, à la schistification, à l'aérag... preuve évidente qu'en de nombreux endroits elles ne sont pas respectées. Voilà des aveux bien significatifs. Officiellement les Charbonnages se taisent, mais en fait, ils savent bien que c'est leur logique du profit qui a tué les 42 de Liévin. La Commission d'Enquête et le Tribunal Populaire briseront, avec les mineurs, ce silence.

alors que la visibilité est réduite, la cadence de travail reste la même, - le fait que, avec un éclairage insuffisant, les cadences de travail imposées interdisent aux ouvriers de s'embrancher d'une lanterne.

- le fait que le nombre maximum de wagons en une rame est souvent largement dépassé, allant jusqu'à des 20 wagons d'un seul coup quand la voie est en «protection», ce qui fait qu'elle n'est pas vraiment protégée, - le fait qu'à cause du rythme du débranchement, les wagons sont souvent annoncés alors qu'ils sont déjà partis, - le fait qu'il est impossible aux facteurs de faire tout le travail demandé en une nuit sans passer sous les rames,

- le fait que la formation insuffisante (trois fois trois journées) met particulièrement en danger les nouveaux embauchés, - le fait qu'on contraint les cheminots à boucher des trous dans des professions pour lesquelles ils n'ont pas de formation (on fait faire le travail d'atteleur à un enrayeur, le travail d'appuie-voie à un atteleur, etc...)

- le fait qu'à Chasse également, on contraint des travailleurs étrangers, sous prétexte qu'ils sont sous contrat, à travailler à l'enrayage à des âges où ils n'ont plus l'agilité nécessaire, et on

refuse de les mettre à d'autres postes, - le fait qu'à Chasse aussi les voies ne sont pas véritablement protégées, et qu'il y a un risque permanent de main-d'œuvre entre les débranchements, pendant qu'on

- En conséquence : ● Nous condamnons la politique de la direction SNCF et de l'Etat capitaliste, qui consiste à augmenter toujours plus la charge de travail. ● Nous condamnons le système des amendes qui sert à protéger les wagons et non les hommes. ● Nous affirmons que seule l'embauche d'un plus grand nombre de cheminots permettra de garantir vraiment notre sécurité. ● Nous affirmons aussi que seule l'unité de lutte de tous les ouvriers des triages de Sibelin et Chasse pourra imposer une amélioration de la sécurité. ● Nous appelons tous les travailleurs du triage à discuter avec nous sur la base de ces premières idées, à dénoncer tous les faits qui mettent notre vie en danger, de façon à réaliser leur unité sur un ensemble de propositions concernant la sécurité du travail.

Corr. GIVORS-SNCF.

# CE N'EST PAS LA MINE QUI EST PERIMEE, C'EST LE CAPITALISME!

Derrière les condoléances hypocrites émanant du gouvernement, ou d'autres représentants de la classe capitaliste, à propos de la mort des 42 mineurs de Liévin, il s'est à nouveau profilé toute une campagne contre le maintien de la mine, pour la disparition du métier de mineur. Les arguments d'une telle campagne ne sont guère renouvelés, ils tournent toujours autour des 2 points suivants:

► «malgré tous les efforts faits pour la sécurité, la mine est toujours inhumaine, les catastrophes sont toujours imprévisibles. L'accident de Liévin le montre bien!»

► «Aujourd'hui à la fin du XXème siècle à l'époque du pétrole et de l'uranium, un pays moderne se doit de renoncer à l'extraction du charbon, se doit de mettre un terme au travail inhumain et plein de risque, qu'auparavant il avait fallu imposer au mineur quand il n'y avait pas de ressources énergétiques de rechange.»

On pourrait facilement montrer les intérêts précis qui guident ceux qui avancent ces arguments: justifier la politique charbonnière, suivie par le gouvernement depuis 15 ans, justifier la recession, et la relance limitée et provisoire prévue jusqu'en 1985. On pourrait par exemple montrer, comme la commission populaire d'enquête de Liévin a entrepris de le faire, que la mort des 42, n'est nullement due à la fatalité, ou à des facteurs imprévisibles, mais au contraire aux manquements à la sécurité parce que ce qui guide aujourd'hui l'extraction du charbon ce n'est nullement l'intérêt des mineurs et des autres travailleurs, mais la logique du profit avec les économies permanentes sur les investissements de sécurité, avec le salaire au rendement qui contraint le mineur à ne pas respecter les mesures de sécurité s'il veut gagner sa vie. On pourrait aussi ironiser sur l'intérêt bien suspect, de ces représentants des capitalistes, qui s'émeuvent sur le sort des mineurs, alors que depuis plus de 100 ans rien n'était dit sur l'exploitation féroce imposée aux générations de mineurs, alors qu'aujourd'hui encore ils taisent les conditions de vie, de logement, de santé, et de travail imposées au mineur dans le cadre de la relance limitée. Là aussi le Tribunal Populaire convoqué en Mars par la Commission Populaire d'Enquête de Liévin, dressera un réquisitoire contre cette politique des Charbonnages.

CE N'EST PAS LA MINE QUI EST PERIMEE, C'EST LE CAPITALISME!

Mais au-delà des arguments de cette campagne de la bourgeoisie, au-delà de la manière dont le Tribunal Populaire compte y répondre, il reste une question importante pour tous les mineurs: oui ou non la mine a-t-elle un avenir? Quel est le mineur qui, quand son fils a été en âge de travailler, ne s'est pas demandé si réellement il devait aussi l'envoyer à la mine, ou lui épargner ces conditions de vie ou de travail? Quel est le mineur qui constatant le déperissement lent du bassin minier, la vie qui quitte les corons, la division par 4 du nombre des mineurs depuis la fin de la guerre, ne se demande pas si la lutte est encore possible, si la lutte pour le maintien des puits n'est pas, comme beaucoup de lui racontent, une lutte d'arrière garde?

A ces questions le PxCaF a sa réponse: il réclame le maintien des puits mais il conseille aux travailleurs de subordonner leur lutte pour la sécurité au maintien de ces puits; n'a-t-on pas vu par exemple ces gens-là attaquer les mineurs de la commission d'enquête, qui réclamaient la vérité au lendemain de la mort des 42 et mettaient les Houillères en accusation. Pour le PxCaF dénoncer les Houillères, entreprise nationalisée, trop insister sur les responsabilités dans la mort des 42, c'était a-t-il dit textuellement à des camarades «faire le jeu des Houillères». Alors c'est faire le jeu des Houillères que de réclamer la sécurité! Alors c'est faire le jeu des Houillères que de réclamer l'abolition du salaire au rendement (instauré par la gauche en 44-47) et la fixation du salaire à un minimum décent! On voit clairement le rôle joué par ces messieurs du PxCaF: toujours prêts à appeler à une nouvelle bataille pour le charbon, sous la direction et au profit du capitalisme (comme en 44-47), ils désarment les travailleurs qui veulent lutter pour la sécurité: de même qu'ils n'ont appelé à aucune lutte les mineurs en colère qui voulaient venger leurs camarades, de même ils refusent de mettre en cause le salaire au rendement! Une telle réponse ne peut être celle des travailleurs.

Les marxistes-léninistes pour leur part répondent clairement aux questions des mineurs: «oui la mine est nécessaire, oui la lutte est possible», lutte pour le maintien des puits et lutte pour la sécurité sont deux aspects inséparables. Ce qui fonde notre réponse, ce n'est pas seulement le fait que partout nous refusons que les travailleurs fassent les frais des restructurations capitalistes, que partout nous exigeons que leur emploi soit préservé; ce n'est pas non plus seulement le fait que partout où le capitalisme mutilé, rend malade ou tue, nous appelons les travailleurs à s'organiser pour faire respecter la sécurité du travail, pour imposer aux capitalistes des conditions de travail ne détériorant pas la santé, nous montrons qu'avec la mobilisation des travailleurs, de telles luttes sont possibles.

Il y a en effet une autre raison qui fonde notre position, qui montre que la mine est nécessaire qu'elle n'est nullement périmée, mais que c'est bien plutôt le capitalisme qui est périmé: c'est le rôle que sont appelés à jouer le charbon et les mineurs dans la France socialiste. L'industrie charbonnière n'est pas n'importe quel secteur de l'activité économique; en tant que productrice d'énergie, elle constitue un secteur clef décisif, qui commandera la possibilité ou non de faire fonctionner une économie socialiste dans notre pays. L'examen de comment pourra être réalisé l'approvisionnement énergétique de la France quand les travailleurs auront le pouvoir, montre en effet

que le système actuel ne pourrait être, ne saurait être reconduit. Examinons cela en détails.

COMMENT EST FONDE AUJOURD'HUI L'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE DE LA FRANCE.

Aujourd'hui l'approvisionnement énergétique de l'empire français est marqué par deux facteurs importants.

Le pillage des pays du Tiers-Monde.

Pour l'essentiel cet approvisionnement n'est pas basé sur l'exploitation des ressources propres de la France, mais sur les importations puisées pour plus des 3/4, il provient de l'étranger. Importations en direction d'autres pays capitalistes (par exemple pour le charbon de Pologne et des USA), mais avant tout importations des pays du Tiers-Monde (surtout le pétrole du Moyen-Orient). Derrière le mot «importations», il y a évidemment pour ces derniers pays, la réalité du pillage de leurs matières premières, la réalité du bas prix que tente de leur imposer les pays impérialistes. La décision de fermer progressivement les mines de charbon, et d'y substituer le pétrole a été prise en 1960, à une époque où l'impérialisme français croyait pouvoir imposer pendant de longues années à ces pays des prix défiant toute concurrence, et rendant peu compétitif le charbon, (malgré l'exploitation forcée des mineurs). Le mouvement des pays producteurs de pétrole a jeté bas ces calculs de rentabilité capitaliste. Mettant un frein à l'épuisement de leurs réserves, exigeant que la vente de leur pétrole leur serve à édifier une économie indépendante, ils ont profondément bouleversé l'ancien ordre mondial, contraignant les pays impérialistes comme la France à réviser leur politique énergétique.

Mais la révision qui intervient aujourd'hui se fonde toujours sur le pillage impérialiste. En 1985, il est prévu que près de 60% de ces ressources énergétiques proviendront encore de l'étranger! Ces autres certaines relance du charbon a été amorcée, mais elle n'est que limitée et provisoire, et ne fait que ralentir la recession. Simplement prévue pour faire la jonction avec la mise en route de l'énergie nucléaire la relance n'accorde dans les calculs des capitalistes qu'un suris pour les mineurs, et prépare le pillage des pays du tiers-monde possesseurs d'uranium (Niger, Gabon...). Là encore le calcul de l'impérialisme français ne révélera qu'un calcul sans avenir. Si aujourd'hui le mouvement et l'unité des pays producteurs d'uranium n'ont pas atteint le niveau de ceux des pays producteurs de pétrole, la tendance est à l'unité des pays du tiers-monde pour récupérer leurs richesses et faire réévaluer leur prix. Très tôt ou tard, les pays du tiers-monde producteurs d'uranium, jetteront bas ces calculs impérialistes.

Affirmer aujourd'hui notre solidarité avec les justes revendications des pays du tiers-monde, c'est contribuer à l'affaiblissement du camp impérialiste et particulièrement de celui que nous devons abattre pour faire la révolution, l'impérialisme français.

La dépendance à l'égard des 2 superpuissances.

Ce faisant cet approvisionnement énergétique fondé sur l'essentiel sur le pillage du tiers-monde, ne met pas l'impérialisme français à l'abri des pressions des deux superpuissances. Pressions qui s'exercent de différentes manières. D'abord quand l'impérialisme français s'approvisionne directement dans l'un ou l'autre pays, ou dans un pays très étroitement contrôlé par l'un d'eux, ces moyens de pression sont évidents: le gaz naturel russe, le charbon polonais, l'uranium américain (Péchiney investit aux USA dans la prospection), le charbon américain (Usinor vient d'acheter une mine de charbon aux USA, alors même qu'on, les ferme en France!), sont autant de sources que les superpuissances peuvent tarir si elles le désirent!

Mais d'autres moyens pour avoir un droit de regard sur l'approvisionnement énergétique de l'impérialisme français existent, particulièrement pour l'impérialisme US. La guerre du Moyen-Orient d'Octobre 73, et la décision d'embargo prise par les pays arabes producteurs de pétrole, ont largement contribué à révéler comment l'approvisionnement en pétrole de la France dépend non seulement des pays arabes, mais aussi des grandes compagnies américaines des trusts pétroliers, qui monopolisent encore l'essentiel du transport du pétrole du Moyen-Orient vers l'Europe. La tentative de l'impérialisme français de négocier directement avec les états producteurs, défendue par Jobert et Pompidou au début de 74, a finalement connu peu de succès; on le sait aujourd'hui avec les résultats de la rencontre Giscard-Ford à la Martinique: l'impérialisme français a accepté que le dialogue avec les pays producteurs soit précédé de concertations préalables et régulières entre les pays impérialistes (social-impérialisme excepté), concertations contrôlées et dirigées par l'impérialisme US.

Et dans la situation actuelle, on ne peut croire que le passage de l'énergie pétrolière à l'énergie nucléaire, va rompre totalement cet état de fait. Certes dans le domaine nucléaire l'impérialisme français possède quelques avantages par rapport aux autres impérialismes secondaires, il possède, entre autres, une expérience technologique propre qu'il peut mettre à profit pour ne pas se laisser imposer la mainmise US. Mais qu'il s'agisse du fonctionnement des centrales nucléaires qui en France est confié à Framatome, dont Creusot Loire et la société US Westinghouse se partagent les actions à parts sensiblement égales, qu'il s'agisse de l'enrichissement de l'uranium confié au groupe Eurodif qui avec la France regroupe des pays comme la Belgique, l'Espagne, l'Iran qui, en fait, ont le sait, ont des liens importants avec l'impérialisme US, dans ces deux

(Suite p. 6)

# CE N'EST PAS LA MINE QUI EST PERIMEE, C'EST LE CAPITALISME!

(Suite de la p. 5)

étapes de la mise en route de l'énergie nucléaire, l'impérialisme US garde encore des possibilités d'intervention importante pour faire pression sur l'impérialisme français.

## COMMENT SERA FONDE L'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE DE LA FRANCE SOCIALISTE.

Une chose est évidente c'est que cet approvisionnement énergétique ne pourra poursuivre le système légué par l'impérialisme français.

Concernant les pays du tiers-monde, le pouvoir des ouvriers et des paysans ne saurait reprendre à son compte la politique de pillage impérialiste. L'état socialiste fondera ses rapports avec ces pays sur la base de la coopération et de la lutte commune contre l'impérialisme. Outre que les échanges avec ces pays seront fondés sur l'avantage mutuel, la réévaluation des prix de leurs matières premières à un juste prix, ils ne pourront se faire au rythme effréné qu'impose l'impérialisme aujourd'hui mettant à sec en quelques années les ressources énergétiques d'un pays du Tiers Monde, au mépris de ses besoins propres pour édifier une économie indépendante. Parce qu'elle respectera au contraire les besoins propres de ces pays et leur volonté d'économiser leurs richesses nationales, la France socialiste renoncera à tirer l'essentiel de ses ressources énergétiques de ces pays.

Concernant les menaces des autres pays impérialistes, particulièrement des deux superpuissances, la tâche de l'état socialiste sera de se doter le plus rapidement possible de l'indépendance énergétique, condition d'édification d'une véritable économie indépendante, condition pour pouvoir faire face à toutes les menaces d'agression, de blocus qu'inévitablement les superpuissances ne manqueront pas de faire peser sur notre pays. Même si l'économie socialiste n'est pas basée sur l'autarcie, c'est à dire le fonctionnement interne indépendant de tout échange extérieur, la pression, les menaces que l'impérialisme peut exercer sur ses échanges extérieurs imposera à la France socialiste de compter avant tout sur ses propres forces pour ses ressources énergétiques. Or, de ce point de vue, s'il est certain que l'état socialiste devra développer les recherches pétrolières délaissées par l'impérialisme au profit du pillage des pays du Tiers-Monde, s'il devra accélérer les recherches de gisements d'uranium et faire fonctionner les centrales nucléaires, l'essentiel de ses ressources énergétiques ne pourra provenir d'entrée du pétrole et de l'uranium.

En effet ces recherches, les mises en route des exploitations, la maîtrise des processus techniques et technologiques par la classe ouvrière nécessitent du temps et

des investissements importants, surtout compte tenu de la situation précédemment décrite, léguée par l'impérialisme ; l'état socialiste ne pourra cependant se permettre de rester pendant une période en état de dépendance énergétique, il pourra d'autant moins se le permettre qu'il peut très bien avoir à faire face dans les premières années de son existence à une guerre d'agression déclenchée par l'une ou l'autre des deux superpuissances pour le détruire.

Cette source d'énergie disponible dès la naissance de l'état socialiste, elle existe : c'est le charbon dont on connaît les gisements, dont les ressources seront immédiatement exploitables et dont les mineurs connaissent parfaitement l'extraction.

La mine que le capitalisme condamne aujourd'hui, le pouvoir des ouvriers la mettra pleinement en valeur ; il fera du charbon, au départ, notre source essentielle d'énergie. Et les mineurs, parce qu'ils ne travailleront plus pour les capitalistes, parce que la production sera guidée non plus par la recherche du profit, mais par la recherche de la satisfaction des besoins des masses, auront des conditions de travail et de vie radicalement différentes de celles qu'ils connaissent aujourd'hui : le mineur ne sera plus synonyme de silicosé, parce que tous les moyens pour préserver le sort des mineurs, pour lui éviter de respirer la poussière de silice seront mis en œuvre, les coups de grisou, les coups de poussières, les éboulements seront évités parce que les économies ne se feront pas sur la sécurité des travailleurs qui sera rigoureusement définie et contrôlée par les travailleurs eux-mêmes ; le salaire au rendement sera aboli, et avec lui disparaîtront les risques que le mineur doit prendre aujourd'hui pour gagner un salaire décent, pour gagner de quoi faire vivre sa famille !

C'est pourquoi aujourd'hui le combat du mineur pour le maintien de la mine n'est pas comme le raconte la bourgeoisie un combat d'arrière garde, un combat rétrograde qui serait à l'encontre du progrès. Le charbon sera la base des ressources énergétiques de l'état socialiste à sa naissance, contraindre la bourgeoisie à maintenir ses exploitations n'est donc pas seulement une lutte pour préserver l'emploi, c'est aussi une lutte qui s'inscrit dans la perspective de la France socialiste.

En réclamant aujourd'hui le maintien des puits et la sécurité dans la mine, les mineurs savent que leur combat sera dur, et devra être sans cesse renouvelé jusqu'au renversement de la bourgeoisie. Mais ils savent que cette lutte est possible. C'est l'affirmation qui se développe aujourd'hui dans le bassin du nord où se prépare le tribunal populaire.

Marc ANDRE.

## Soufflet, Lelong licenciés... des incapacités trop criantes !

On en parlait depuis 15 jours et bien sûr, Chirac et Poniatowski démentaient : « il n'y a rien de vrai la-dessous », air connu des valse ministérielles ; Soufflet (armée) et Lelong (PTT) sont remerciés, leurs maroquins sont confiés respectivement à Bourges flanqué de Bigeard, et Aymar Achille-Fould tandis que Segard se voit promu au rang de ministre.

Commentant ce remaniement ministériel, Chirac déclare sans rire que Soufflet et Lelong ont démissionné pour des raisons personnelles qui n'ont rien à voir avec les luttes des appelés et la grève des postiers. C'est tout juste s'il n'avait pas insisté pour garder ces brillantes personnalités dans son gouvernement. Au lieu de masquer la réalité, les grotesques dénégations de Chirac ne font que souligner l'incapacité du gouvernement à cacher sa fragilité face aux luttes des masses. Personnage falots, choisis pour cette raison, Soufflet et Lelong ont été de fait déboulonnés par le mouvement des appelés et la grève des postiers. Lelong, l'UDR s'en était débarrassé en le prêtant au CDP pour faire le trentième du groupe parlementaire après les législatives de 73, il avait signé l'appel des 43 gaullistes pour l'élection de Giscard, ce qui lui avait valu son maroquin.

Appliquant les directives de Giscard il a porté le chapeau de la politique de crise, d'intransigeance. Il a même fait preuve « d'autorité » en qualifiant d'idiot le travail des postiers au tri. Ce qui n'a pas empêché la grève des PTT de toucher l'immense majorité des postiers et de tenir 6 semaines. Quant à Soufflet, obscur sénateur UDR, ses positions inconsistantes sur la crise de l'armée bourgeoise, affirmant un jour que les capitaines sont « joyeux » et un autre qu'il y a des problèmes dans l'armée, reflétaient les tergiversations de Giscard sur la politique à adopter et ont mis en évidence son incapacité, sa bêtise.

Ce remerciement prend soin de ne pas modifier le dosage politique du

gouvernement. Bourges comme Soufflet est UDR, Achille-Fould comme Lelong CDP.

Pour chaque problème, Giscard tente de sortir l'individu qui fera illusion.

Après Giroud à la condition féminine, voici Bigeard à la condition militaire, nouvelle facette du « libéralisme » présidentiel. Bigeard est présenté comme le militaire sorti du rang qui connaît et comprend les problèmes de ses hommes, baroudeur non conformiste, capable d'améliorer les « rapports humains »,... On sait ce que sont ces méthodes, son passé est éloquent : guerres coloniales d'Indochine puis d'Algérie où il dirige avec Massu la « bataille d'Alger » et l'utilisation systématique sur une grande échelle de la torture. Voilà la dernière trouvaille du libéralisme giscardien, version 75, année dite par Giscard lui-même année de la fraternité. En réponse aux luttes des appelés : un général tortionnaire s'occupera de la « condition militaire ». La promotion de Segard comme ministre, vise à donner du poids et de l'éclat au comis voyageur de l'impérialisme français, dans les tractations commerciales avec les pays du tiers-monde, principalement les producteurs de pétrole. Dans ce domaine où la concurrence internationale est vive, la bourgeoisie montre ainsi l'importance qu'elle accorde à la recherche de nouveaux débouchés. C'est en effet en grande partie sur le commerce extérieur que mise la bourgeoisie pour résoudre ses difficultés économiques. Parmi les thèmes de propagande destinés à cimenter le consensus national, figure en bonne place, l'image de la « France, grand pays exportateur ».

Le dernier en date des remaniements ministériels de Chirac (après le passage éclair de JJSS, les départs de Poudinson, Postel Vinay) illustre les difficultés de l'impérialisme français à promouvoir une action politique cohérente et stable, et la fragilité de l'équipe au pouvoir, réduite à pratiquer le coup par coup.

## PORTUGAL :

### DERRIERE LES RIVALITES PS . P ` C`P, LES PRESSIONS DES SUPER . PUISSANCES.

La rivalité entre le PS d'une part et le P«C»P révisionniste et le Mouvement des Forces Armées d'autre part a traversé un nouvel épisode.

Le PS, après avoir dû céder et accepter l'institution d'un syndicat unique où prédomineraient les révisionnistes, avait prévu d'organiser une manifestation pour « la défense des libertés ». Il s'agissait évidemment, tout en proclamant sa « solidarité avec le MFA et la lutte contre la réaction » de contre-attaquer et de s'affirmer comme le principal garant des « libertés démocratiques » face au P«C»P. Depuis plusieurs jours, le PS développait le thème : il faut choisir « entre la poursuite du processus démocratique et l'instauration d'une dictature de gauche ».

Le P«C»P riposta en convoquant, sans y croire, à une manifestation séparée de façon à provoquer ainsi « l'arbitrage » du MFA où son influence est forte. Le MFA demanda l'annulation des 2 manifestations...

C'est en fait un nouvel échec pour le PS : après la mise à l'écart de Soares remplacé par Melo Antunes du MFA dans les négociations pour la décolonisation ; après la décision d'instituer, malgré lui, un syndicat unique.

La rivalité entre PS et P«C»P revêt aujourd'hui plusieurs aspects :

- les élections : le PS se sent bien placé pour remporter un succès électoral. Il compte pour cela s'appuyer sur le regroupement des forces de droite (tel le PPD) baptisées « modérées » et former une coalition électorale autour d'un projet de « socialisme libéral » à la suédoise ou

à l'allemande. Spínola lui même se déclare partisan d'un socialisme pluraliste...

C'est pourquoi le PS insiste pour que les élections ne soient aucunement retardées. Il escompte à la faveur des résultats électoraux prendre la première place, écarter le MFA et supplanter le P«C»P. Dès le 28 septembre, Soares avait laissé entendre au Conseil de l'Europe que le MFA ne devait assurer qu'un rôle provisoire au gouvernement, jusqu'aux élections.

Le P«C»P souligne au contraire que les élections d'avril, du fait des séquelles du fascisme, ne sauraient être entièrement libres (il a été écarté de très nombreuses commissions chargées de réviser les listes électorales). Il rejoint ainsi le MFA qui affirme : « Le parti qui conquerra le plus grand nombre de suffrages ne reflètera pas forcément la volonté réelle et les véritables intérêts du peuple portugais ». Le MFA, quels que soient les résultats électoraux, entend donc, comme le P«C»P, continuer de jouer un rôle de premier plan.

D'un côté comme de l'autre, on fait appel à la « démocratie » ; d'un côté comme de l'autre il s'agit en fait de s'assurer la direction des affaires de la bourgeoisie.

- les orientations économiques : PS et P«C»P (avec le MFA) s'opposent aussi sur l'orientation à donner au capitalisme portugais. Pour le PS, il faut miser sur les investissements étrangers au Portugal, essentiellement en provenance des impérialismes européens et des USA. Et le PS se pose en intermédiaire indispensable pour pouvoir attirer la confiance du capital

étranger : il rappelle que « l'aide » américaine ne sera débouclée qu'après les élections et donc en fonction de leurs résultats, fait miroiter « une sorte de plan Marshall » possible à condition d'un renforcement d'une véritable démocratie pluraliste » au Portugal.

Le P«C»P et le MFA préconisent au contraire un renforcement du contrôle de l'Etat bourgeois sur les banques et sur les grandes entreprises, où ils disposaient déjà d'importantes participations du temps de Salazar et Caetano. En même temps, les révisionnistes ne cachent pas leur préférence pour nouer des relations privilégiées avec le social-impérialisme russe et les pays révisionnistes d'Europe de l'Est sous sa domination. C'est Cunhal, dirigeant du P«C»P, qui se charge en général, de traiter directement avec l'URSS et les pays du Comécon au nom du gouvernement portugais.

Ainsi à travers les rivalités des partis bourgeois qui se réclament de la chute du salazarisme, se dessinent de plus en plus nettement les pressions des deux super-puissances pour assurer à la faveur des bouleversements politiques en cours, leur mainmise sur le Portugal, région d'intérêt stratégique sur le flanc atlantique sud de l'Europe et relais extrêmement précieux pour pénétrer dans les très riches anciennes colonies portugaises d'Afrique. Les manœuvres de l'OTAN - auxquelles participe la France - qui devaient faire débarquer 11.000 hommes près de Lisbonne pour des simulacres d'attaques contre des objectifs au Portugal, ont mis en pleine lumière les convoitises des deux super-puissances.



Car l'Union Soviétique, bien qu'intervenant plus discrètement pour le moment, compte utiliser la présence du parti révisionniste au pouvoir pour engager sa pénétration : accords commerciaux et, tout récemment, demande d'un droit de mouillage pour les chalutiers soviétiques (souvent équipés de matériel d'espionnage), premier pas pour introduire sa flotte. Mais par delà les rivalités et les manœuvres des partis bourgeois soumis aux pressions des deux super-puissances, on a eu la preuve ces derniers jours qu'il existe dans les masses portugaises la volonté de

s'opposer résolument aux tentatives plus ou moins déguisées de résurgence du fascisme, comme aux lourdes menaces que font peser les deux super-puissances sur l'indépendance du pays. La manifestation de Porto contre le congrès fasciste camouflé du CDS a été contenue par le MFA et condamnée par le P«C»P. Alors que le PS et le P«C»P avaient annulé toute manifestation, le MFA et le gouvernement ont prétendu interdire, mais n'ont pu empêcher dans les rues de Lisbonne, une manifestation contre les manœuvres de l'OTAN.

Monique CHERAN.

# " LA REVOLUTION SOCIALISTE EST LE PUISSANT MOTEUR QUI FAIT PROGRESSER LES FORCES PRODUCTIVES DE LA SOCIETE "

## discours prononcé par Chou En lai devant l'assemblée populaire nationale de la république populaire de chine (II)

Députés,

Le 10<sup>e</sup> congrès de notre Parti a, une fois de plus, mis en lumière la ligne et les principes politiques fondamentaux du Parti que le président Mao a élaborés pour toute la période historique du socialisme, et indique plus nettement encore l'orientation à suivre dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Sous la direction du Comité Central du Parti avec à sa tête le président Mao, le peuple de nos différentes nationalités doit s'unir encore plus étroitement, maintenir la ligne et les principes politiques fondamentaux du Parti, s'efforcer d'accomplir les diverses tâches de combat assignées par le 10<sup>e</sup> congrès du Parti, consolider et développer les acquis victorieux de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, afin de remporter de nouvelles victoires dans la révolution et l'édification socialistes.

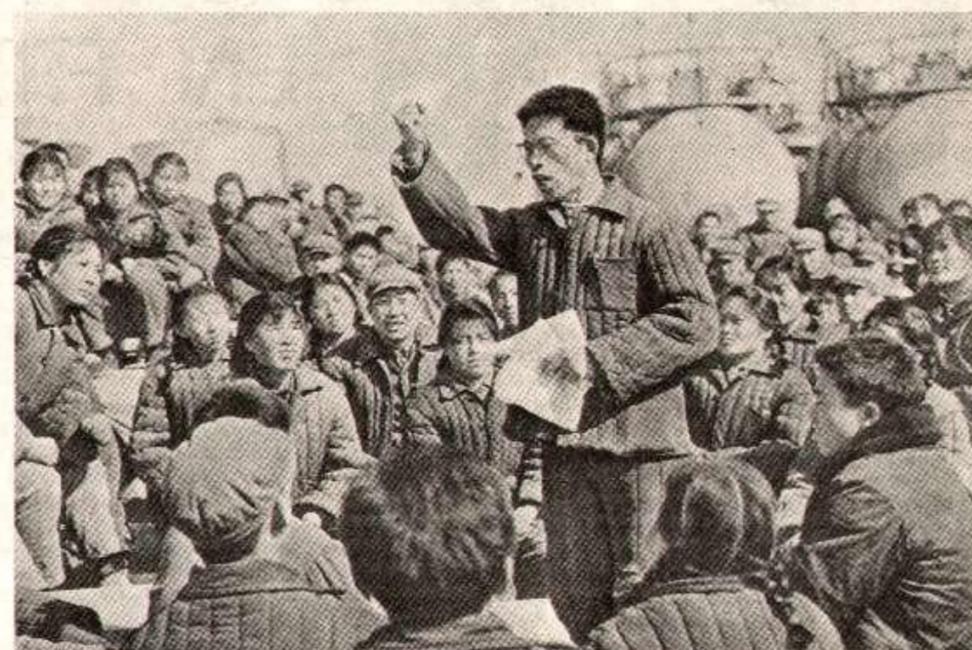
Notre tâche primordiale, c'est de continuer à populariser, approfondir et mener de façon prolongée le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius. La lutte entre les deux classes, le prolétariat et la bourgeoisie, entre les deux voies, la voie socialiste et la voie capitaliste, entre les deux lignes, la ligne marxiste et la ligne révisionniste, sera longue et sujette à des vicissitudes, et par moment elle pourra même devenir très aigüe. Nous ne devons en aucun cas

relâcher nos efforts du fait que la critique de Lin Piao et de Confucius a donné des résultats considérables. Nous devons poursuivre en profondeur la critique de la ligne révisionniste de Lin Piao, la critique de la doctrine de Confucius et de Mencius, et à la lumière du principe: **que l'ancien serve l'actuel** faire le bilan de l'expérience historique de la lutte entre les écoles confucéenne et légaliste et de la lutte de classes dans son ensemble. Et dans la lutte, nous devons édifier un immense contingent de théoriciens marxistes et faire prédominer le marxisme dans tous les domaines de la superstructure. Le maillon clé dans l'accomplissement de cette tâche, c'est l'étude assidue des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline et de celles du président Mao, de sorte que les cadres et les masses parviennent à s'armer des théories fondamentales du marxisme. Par le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius, nous devons donner une nouvelle impulsion à la révolution dans la littérature et l'art comme dans l'enseignement et la santé publique, promouvoir la lutte-critique-transformation sur les divers fronts, soutenir toutes les choses nouvelles et persévérer toujours mieux dans l'orientation socialiste.

Sous la direction du Parti, nous devons renforcer l'édification des comités révolutionnaires aux divers échelons. Les équipes dirigeantes aux divers échelons doivent appliquer de façon toujours plus consciente la ligne révolutionnaire du président Mao et resserrer encore leurs liens avec les masses. Il faut s'attacher à former des cadres parmi les jeunes, les femmes et les minorités nationales, sélectionner surtout parmi les ouvriers et les paysans pauvres et moyens-pauvres les éléments d'élite et les porter à des postes de direction. Il faut avoir un personnel réduit mais meilleur et une administration simplifiée en diminuant le nombre des échelons. Les cadres nouveaux et anciens doivent apprendre les uns auprès des autres, renforcer leur unité, être prêts à assumer des fonctions aussi bien en haut qu'en bas, persévérer dans la participation au travail collectif de production et servir le peuple de tout cœur.

Nous devons faire une stricte distinction entre les deux types de contradictions de nature différente et leur apporter une juste solution, appliquer scrupuleusement les différentes mesures politiques du Parti et accomplir jusque dans les unités de base la tâche de consolider la dictature du prolétariat. Il faut s'appuyer sur les masses afin de frapper la poignée d'ennemis de classe avec sûreté, précision et fermeté, l'accent devant être mis sur la précision. Nous devons apporter avec soin une solution judicieuse aux contradictions au sein du peuple en observant le principe **unité - critique et autocritique - unité** et en recourant à des méthodes démocratiques, afin de faire pleinement valoir l'enthousiasme des grandes masses pour le socialisme.

L'unification de notre pays, l'unité de notre peuple et l'union de toutes nos nationalités sont les garanties fondamentales de la victoire certaine de notre cause. Nous devons renforcer la grande union du peuple des différentes nationalités du pays. Nous devons nous appuyer de tout cœur sur la classe ouvrière et sur les paysans pauvres et moyens-pauvres, unir à nous les autres masses laborieuses et les intellectuels, et développer davantage le front uni révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans et englobant les partis et groupements démocratiques patriotiques, les personnalités patriotes, les Chinois d'outre-mer patriotes et nos concitoyens de Hongkong et de Macao. Il faut unir plus de 95 pour cent des cadres et des masses, unir toutes les forces susceptibles d'être unies, afin de mener la lutte commune pour l'édification de notre grande patrie socialiste.



Réunion de critique de Lin Piao « On ne peut faire progresser la production qu'en faisant bien la révolution : Il faut approfondir la critique du révisionnisme... »

La révolution socialiste est le puissant moteur, qui fait progresser les forces productives de la société. Nous devons être fermement attachés à ce principe: **faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre** et, la révolution aux commandes, travailler à augmenter la production et accélérer la marche de l'édification socialiste, afin d'asseoir notre régime socialiste sur une base matérielle plus solide encore.

Sur instruction du président Mao, il fut indiqué dans le rapport sur les activités du gouvernement présenté à la 3<sup>e</sup> assemblée populaire nationale qu'à partir du troisième plan quinquennal, le développement de notre économie nationale pourrait se concevoir en deux phases: la première prendrait 15 ans et permettrait d'établir, avant 1980, un système industriel et un système d'économie nationale indépendants et relativement complets; et la deuxième permettrait de réaliser avant la fin du siècle la modernisation tant de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale que de la science et de la technique, de façon à porter notre économie nationale aux premiers rangs du monde.

Cette année, il nous faut réaliser et même avec dépassement le quatrième plan quinquennal; de cette façon, nous jetterons une base plus solide qui nous permettra d'accomplir avant 1980 la première phase envisagée. A en juger par la situation nationale aussi bien qu'internationale, les dix années à venir seront des années décisives quant à l'accomplissement de ce qui est envisagé pour les deux phases susmentionnées. Il nous faudra, au cours de cette période de dix années, non seulement mettre sur pied un système industriel et un système d'économie nationale indépendants et relativement complets, mais encore progresser vers la réalisation de l'objectif grandiose conçu pour la deuxième phase. C'est en fonction de cet objectif que le conseil des affaires d'état élaborera un programme à long terme de dix ans, des plans quinquennaux et des plans annuels. Les ministères et les commissions relevant du conseil des affaires d'état, les comités révolutionnaires locaux aux différents échelons ainsi que les entreprises industrielles et minières, les équipes de production et autres unités de base devront mobiliser les masses et, à la suite d'une ample discussion, élaborer leur plan respectif, pour que notre grandiose objectif soit atteint avant terme.

Pour imprimer un plus vaste essor à notre économie socialiste, nous devons suivre avec constance la ligne générale consistant à **édifier le socialisme selon les principes: déployer tous nos efforts; aller toujours de l'avant; quantité, rapidité, qualité et économie**, nous devons continuer d'appliquer le principe: **prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant**, ainsi que la série de mesures politiques appelant à «marcher sur les deux jambes». Nous devons organiser le plan de l'économie nationale dans l'ordre de priorité suivant: agriculture, industrie légère, industrie lourde. Nous devons mettre pleinement en jeu l'initiative et de l'autorité centrale et de l'autorité locale dans le cadre de la planification unifiée de l'état. Nous devons appliquer mieux encore la **charte de la société sidérurgique d'Anchan** et de développer en profondeur le mouvement de masse: **que l'industrie prenne exemple sur l'exploitation pétrolière de Tating, que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de production de Tatchai**.

Tout en s'attachant au travail économique, nos camarades dirigeants aux divers échelons doivent prêter une attention toute particulière à la révolution socialiste dans le domaine de la superstructure et accorder toute leur importance à la lutte de classes et à la lutte entre les deux lignes. Car on ne peut faire progresser la production qu'en faisant bien la révolution. Il faut approfondir la critique du révisionnisme, de la tendance au capitalisme et des idées et pratiques erronées telles que la servilité devant l'étranger, l'escargotisme, la prodigalité et le gaspillage.

Le président Mao a souligné: **«compter principalement sur ses propres forces, prendre l'aide extérieure seulement comme appoint, faire table rase des vieux mythes, entreprendre dans l'indépendance la production industrielle, la production agricole, la révolution technique et la révolution culturelle, en finir avec l'esprit de servilité et enterrer le dogmatisme, étudier sérieusement les bonnes expériences de l'étranger et ne pas manquer non plus d'examiner ses mauvaises expériences pour en tirer la leçon c'est cela notre ligne»**. Grâce à cette ligne, nous sommes venus à bout du blocus impérialiste, nous avons tenu ferme devant la pression du social-impérialisme, et notre économie a constamment connu un développement aussi sur que vigoureux en dépit de la tourmente de la crise économique dans le monde capitaliste. Cette ligne, nous la suivrons toujours.

à suivre

### PARIS: JOURNEE DE SOLIDARITE AVEC LES ENFANTS PALESTINIENS

Dimanche 2 février, à la Mutualité, cette journée a rassemblé une foule enthousiaste et militante, qui a affirmé son soutien à la Résistance Palestinienne. Placée sous l'égide de l'OLP, cette journée avait été préparée par un comité composé de plusieurs organisations dont le Parti et les Comités Indochine Palestine.

De très nombreuses photos montraient la vie du peuple palestinien, de ses enfants. A travers les dessins de ses enfants s'exprimaient à la fois les souffrances du peuple palestinien exilé, opprimé, et aussi la haine de l'agresseur sioniste, la détermination à combattre et à vaincre. Parmi les spectacles présentés: une troupe d'enfants de Palestiniens morts au combat interpréta des chants et danses révolutionnaires et patriotiques de Palestine. Le représentant de l'OLP à Paris Azzedine Khalak a dénoncé les attentats comme ceux d'Orly, inspirés le plus souvent par les services secrets sionistes. Il a dénoncé la campagne anti-palestinienne qui s'est déchaînée à cette occasion: d'une part, on met en doute la représentativité de l'OLP sous prétexte qu'elle n'engloberait pas tous les groupes palestiniens; d'autre part, on fait le silence total sur les agressions sionistes au Sud Liban contre le peuple libanais et les réfugiés palestiniens.

Mais le peuple palestinien a pris fermement en main son avenir: les enfants palestiniens d'aujourd'hui, a-t-il dit, appartiennent à la génération de la victoire et du retour en Palestine.

## DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

**abonnez vous**  
FRONT ROUGE  
CCP 31 191 14  
LA SOURCE

POUR LA FRANCE  
pli normal 1 an 80 F  
3 mois 20 F  
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER  
écrire au journal qui  
fournira le tarif.



# CRISE GENERALE DE L'IMPERIALISME ET CRISE POLITIQUE EN FRANCE

La crise politique de l'impérialisme français est une manifestation particulière de la crise générale de l'impérialisme. Cette crise générale - dans le domaine de l'économie, de la politique, de l'idéologie - se développe dans l'ensemble du monde capitaliste, mais son développement est inégal. Si elle se développe sous l'impulsion des grandes contradictions fondamentales qui définissent le monde présent, elle touche de manière différenciée chacun des phénomènes spécifiques que représentent les états capitalistes, dans la mesure où le degré de développement des contradictions définissant ces états est plus ou moins avancé, dans la mesure aussi où l'assemblage de ces contradictions s'effectue d'une manière différente. Les marxistes ont toujours été attentifs et aux lois générales de développement des sociétés et aux caractères particuliers dans lesquels s'appliquent ces lois générales. Ainsi Lénine, analysant la situation de la Russie de 1917, définissait cette situation particulière par rapport à la situation des autres pays comme le maillon le plus faible, le lieu de convergence de plusieurs contradictions poussées à un tel degré d'exacerbation que la révolution devenait nécessaire et possible. Pour analyser correctement et donc décrire correctement les tâches de la révolution dans la situation de la France impérialiste de 1975, il est nécessaire à la fois d'analyser le développement de la crise générale de l'impérialisme dans le monde capitaliste et la place dans cette crise de l'impérialisme français. Dans le cadre de la crise générale de l'impérialisme, la situation présente montre une aggravation considérable des aspects économiques de cette crise dans l'ensemble du monde capitaliste: inflation, chômage, crise de surproduction dans certaines branches (par exemple l'automobile), restructurations capitalistes entraînant la fermeture de nombreuses entreprises, touchent l'essentiel des pays capitalistes. Il s'agit donc là d'une caractéristique actuelle de l'ensemble du monde capitaliste, d'une donnée générale du développement de la crise générale de l'impérialisme. Cette donnée existe en France de manière parfaitement visible, universellement constatable. Cela suffit-il cependant pour caractériser la situation de l'impérialisme français à son stade actuel de pourrissement? A cela, nous répondons non. La paresse dogmatique, cette forme suffisante de l'ignorance n'a jamais été un argument. Refuser cette paresse, c'est analyser exactement le degré de développement des contradictions qui définissent la société impérialiste dans laquelle nous luttons, la combinaison des contradictions qui s'y assemblent. L'impérialisme français est aux prises, principalement avec trois types de grandes contradictions fondamentales: la contradiction entre impérialisme et mouvement de libération nationale, la contradiction entre impérialismes rivaux, la contradiction bourgeoisie-prolétariat. La conjugaison de ces trois contradictions, qui pèsent le plus lourdement sur l'évolution de la société française détermine la situation actuelle de l'impérialisme français. Ces contradictions agissent les unes sur les autres dans le cadre d'une métropole impérialiste dont l'organisation interne des rapports de classe a été établie, s'est structurée sur la base d'un certain état de développement de ces contradictions. Ce que nous entendons par crise politique, c'est précisément la remise en cause, le bouleversement des rapports de classe et de l'organisation interne de cette société impérialiste sous l'impulsion du développement de ces contradictions. Nous nous trouvons aujourd'hui, à un point de développement et

d'enchevêtrement des contradictions propres à la métropole impérialiste française où la remise en question de son organisation interne n'est plus l'effet d'une seule de ses contradictions (comme cela a été le cas à de multiples reprises dans l'histoire: guerres coloniales, mouvements révolutionnaires du prolétariat, guerres interimpérialistes), mais de la conjugaison possible et historiquement nécessaire de ses différentes contradictions poussées, chacune à un degré d'exacerbation croissant. Aussi est-il moins que jamais possible de penser la situation de la métropole impérialiste française en tenant compte seulement d'une de ces contradictions. L'entrée en scène politique du Tiers Monde, à la suite de l'élan victorieux du mouvement de libération nationale et sous l'influence du prestige grandissant des pays socialistes appartenant comme la Chine au Tiers Monde, modifie largement les perspectives de l'impérialisme, souligne son caractère rétrograde et pourrissant. Il est significatif que les répercussions économiques de cette affirmation du Tiers Monde comme force politique se soient situées au moment même où le problème national palestinien et la lutte des peuples arabes apparaissent sur le devant de la scène. Même s'il a honteusement exagéré les répercussions des hausses du prix du pétrole sur le fonctionnement de son économie, l'impérialisme a dû tenir compte du caractère précaire de son exploitation des peuples et pays du Tiers Monde, sans pouvoir, comme il l'a fait précédemment, intervenir militairement et réaliser une entente réactionnaire entre classes sur cette intervention. Aujourd'hui, l'impérialisme français accuse le coup et tente d'escamoter cette juste évolution des choses en présentant un visage progressiste; incapable de modifier par la force l'émergence croissante du Tiers-Monde, il s'efforce de trouver des arrangements qui à court terme assurent sa survie. Il laisse aux puissances impérialistes qui le dominent le langage de la guerre. C'est un tournant décisif dans sa décomposition. En effet, l'impérialisme français a structuré son appareil économique dans la perspective d'un maintien durable des rapports d'exploitation et d'oppression du Tiers Monde, puis d'une entente durable avec le Tiers-Monde, basée à la fois sur le maintien des rapports d'exploitation partout où ils pouvaient l'être comme par le passé et un ensemble de compromis aujourd'hui remis en question. L'appropriation à bas prix de matières premières, des produits énergétiques, l'exportation des capitaux et des biens manufacturés, voilà sur quoi l'impérialisme a construit son système économique, renforcé l'exploitation capitaliste du prolétariat. La contestation politique de cet état de choses par le Tiers-Monde amène en retour une remise en cause des rapports de classe à l'intérieur de la société capitaliste, donc les bases d'une crise politique. Dans le même temps, les contradictions inter-impérialistes s'accroissent dans l'ensemble du monde capitaliste, sous la forme principale des pressions, interventions, tentatives de soumission exercées par les superpuissances sur les impérialismes secondaires comme l'impérialisme français. Aux prises à la fois avec le mouvement du Tiers Monde pour son indépendance et la récupération de ses richesses naturelles, et avec les pressions exercées par les superpuissances, l'impérialisme français est à la fois contré dans ses ambitions impérialistes et transformé en enjeu des ambitions impérialistes des superpuissances. La situation dans laquelle il se trouve ainsi placé concerne d'autres pays capitalistes,

ceux qu'on désigne aujourd'hui comme des impérialismes secondaires. Mais parmi ces impérialismes secondaires, ce qui fait le fond de la différence, c'est le degré de développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat sous l'impulsion des autres contradictions fondamentales. La contradiction bourgeoisie-prolétariat, qui se développe depuis qu'existe l'exploitation de la bourgeoisie, a connu de multiples degrés dans son développement. La bourgeoisie impérialiste a recouru à de nombreux expédients pour nier son caractère antagoniste, pour empêcher les manifestations de cet antagonisme. Elle a pris appui sur sa domination coloniale et néo-coloniale pour trouver ces expédients: corruption d'une partie de la classe ouvrière à l'aide des surprofits coloniaux, constitution sur cette base de partis réformistes et révisionnistes à sa solde. De ce fait, elle a réussi à contenir dans une certaine mesure le développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans le sens de la révolution prolétarienne; mais les caractéristiques propres au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière en France font que, d'une part, elle y a réussi très imparfaitement, d'autre part, qu'elle ne peut aujourd'hui y parvenir de la même façon. L'absence de projet politique cohérent de collaboration de classes dans la bourgeoisie, l'usure du révisionnisme et du réformisme dans les masses, la montée correspondante des aspirations des masses à des changements révolutionnaires ne sont pas des épisodes passagers, mais bien le résultat de la formidable poussée des contradictions conjugant leur pression sur la métropole impérialiste. En ce sens, dans la chaîne des pays impérialistes, l'impérialisme français constitue bien un des maillons les plus faibles. C'est pourquoi dans la crise générale de l'impérialisme qui se développe, la crise politique de l'impérialisme français prend un relief particulier. Ouverte aujourd'hui, elle ne pourra être résolue que par la révolution prolétarienne.

Vient de paraître :

## REVOLUTION PROLETARIENNE revue politique mensuelle du PCR (ml)

au sommaire du numéro 2 :

A propos du Parti de Type Nouveau  
Bilan de la grève des postiers

Passez vos commandes à

R.P. B.P. 267 - 75866 Paris Cedex 18.

Abonnement 1 an : 50 F

Révolution Proletarienne CCP 3450401 La Source

# LA VISITE DE SADATE EN FRANCE

par Monique CHERAN

A l'occasion de son voyage à Paris, Sadate a multiplié les accusations contre le social-impérialisme soviétique, qui n'a toujours pas remplacé les armes perdues par l'Egypte pendant la guerre d'Octobre. Pour Sadate, il s'agissait, en venant en France, de tenter de desserrer l'étau dans lequel le social-impérialisme tient l'Egypte depuis 1955, en diversifiant ses sources d'approvisionnement en armes et en investissements étrangers. Pour l'Egypte, en effet, la mainmise de l'URSS devenait insupportable, s'appuyant sur la menace que fait peser Israël sur les pays arabes, le social-impérialisme s'était précipité pour fournir des armes aux troupes égyptiennes, en les faisant payer au prix fort. Cette « aide » soviétique faisait dépendre complètement l'Egypte pour son armement, mais aussi pour les techniques militaires, les pièces de rechange. Sur le plan économique, l'URSS avait apporté les capitaux et la technologie pour des réalisations énormes, tels que le barrage d'Assouan sur le Nil, le complexe sidérurgique d'Hérouan, le combinat chimique K.I.M.A.... Cette « aide » soviétique, cela voulait dire pour l'Egypte des dettes énormes: la dette militaire s'élevait en 74 à 15 milliards de dollars, qui s'ajoutent à une dette qui, pour la seule année 67, équivalait à 2 années d'exportations égyptiennes. Par leur « aide », les Soviétiques

avaient en réalité muselé l'Egypte, en la forçant à rembourser en matières premières, aux prix du marché mondial, c'est à dire aux prix déterminés par les puissances impérialistes. L'Egypte, qui devait rembourser les prêts soviétiques en coton, avait dû développer démesurément sa production de coton, au détriment de la culture du blé, qu'elle doit maintenant importer massivement de l'URSS, au prix fort, alors que le cours du coton reste bas. Le social-impérialisme avait subi un premier échec de taille en 72, quand Sadate avait expulsé les conseillers militaires soviétiques. Mais avec le monopole sur les fournitures d'armes, il conservait un atout majeur. Après la guerre d'Octobre 73, les exigences du social-impérialisme étaient de plus en plus inadmissibles, puisqu'il mettait pour conditions à de nouvelles livraisons d'armes que l'Egypte abandonne ses positions sur la question du Moyen-Orient, et qu'elle fasse venir des « experts » militaires soviétiques. Mais l'Egypte savait ce que signifiait ce retour des « experts »: après la guerre de 67, ils étaient arrivés en masse, s'infiltrant dans les organismes militaires, y régnant en maîtres. Mais cette fois, ils se heurtèrent à un refus. Le 18 avril 74, Sadate déclarait la décision de l'Egypte de chercher une diversification de ses sources d'approvisionnement en armes.

La bourgeoisie égyptienne a ses possibilités de développement indépendant, contrariées par l'intensité des pressions exercées au Moyen Orient par les superpuissances. Ainsi, tout en devant tenir compte de l'aspiration des masses égyptiennes à reconquérir les territoires occupés et à l'indépendance nationale, elle est amenée, actuellement, pour se débarrasser de l'emprise du social-impérialisme, à négocier avec l'impérialisme US pour obtenir une négociation avec l'état sioniste: elle espère, moyennant la reconnaissance de l'état sioniste et son retrait du front arabe, pouvoir récupérer ainsi une partie du Sinaï, ses puits de pétrole et l'exploitation du canal de Suez. En venant à Paris, Sadate vise ainsi à élargir quelque peu sa liberté de manœuvre: d'une part, commencer à diversifier ses sources d'approvisionnement en armes; d'autre part, trouver un certain point d'appui, en dehors des deux superpuissances, auprès d'un impérialisme secondaire qui n'est pas ouvertement lié à l'état sioniste. L'impérialisme français profite de l'occasion, utilisant à fond le visage d'ami des peuples arabes qu'il se façonne depuis des années, et qu'il a récemment perfectionné en envoyant Sauvagnargues rencontrer Yasser Arafat. D'une part, il espère nouer des marchés importants avec l'Egypte, touchant l'énergie, les transports,

l'automobile... et bien sûr le canal de Suez. Sur le plan politique, bien qu'il ne puisse raisonnablement escompter jouer un rôle important entre les 2 superpuissances au Moyen-Orient, l'impérialisme français se dit prêt à favoriser par ses bons offices le retour de la « paix » dans la région, et se fait fort de « garantir » les frontières de tous les Etats, y compris et surtout ceux d'Israël. D'abord une participation à la fin de la conférence de Genève, une fois que les décisions seront prises par les super-grands, et ensuite, éventuellement, des troupes françaises sur les frontières des pays du champ de bataille. Ce serait pour l'impérialisme français un atout dans cette région, même s'il doit rester forcément à l'ombre de la rivalité des superpuissances. Pour le peuple égyptien qui demande des armes pour reconquérir ses territoires occupés par Israël, diversifier les sources d'approvisionnement, cela peut effectivement affaiblir l'emprise du social-impérialisme, mais ne saurait suffire à le débarrasser de la lutte des superpuissances qui s'aiguise en Egypte et dans la région. Tant que, par Israël, interposés les superpuissances maintiendront leurs pressions et leurs menaces de guerre, le peuple égyptien continuera sa lutte pour la reconquête des territoires occupés, pour l'indépendance réelle de son pays.